

LIRE POUR APPRENDRE

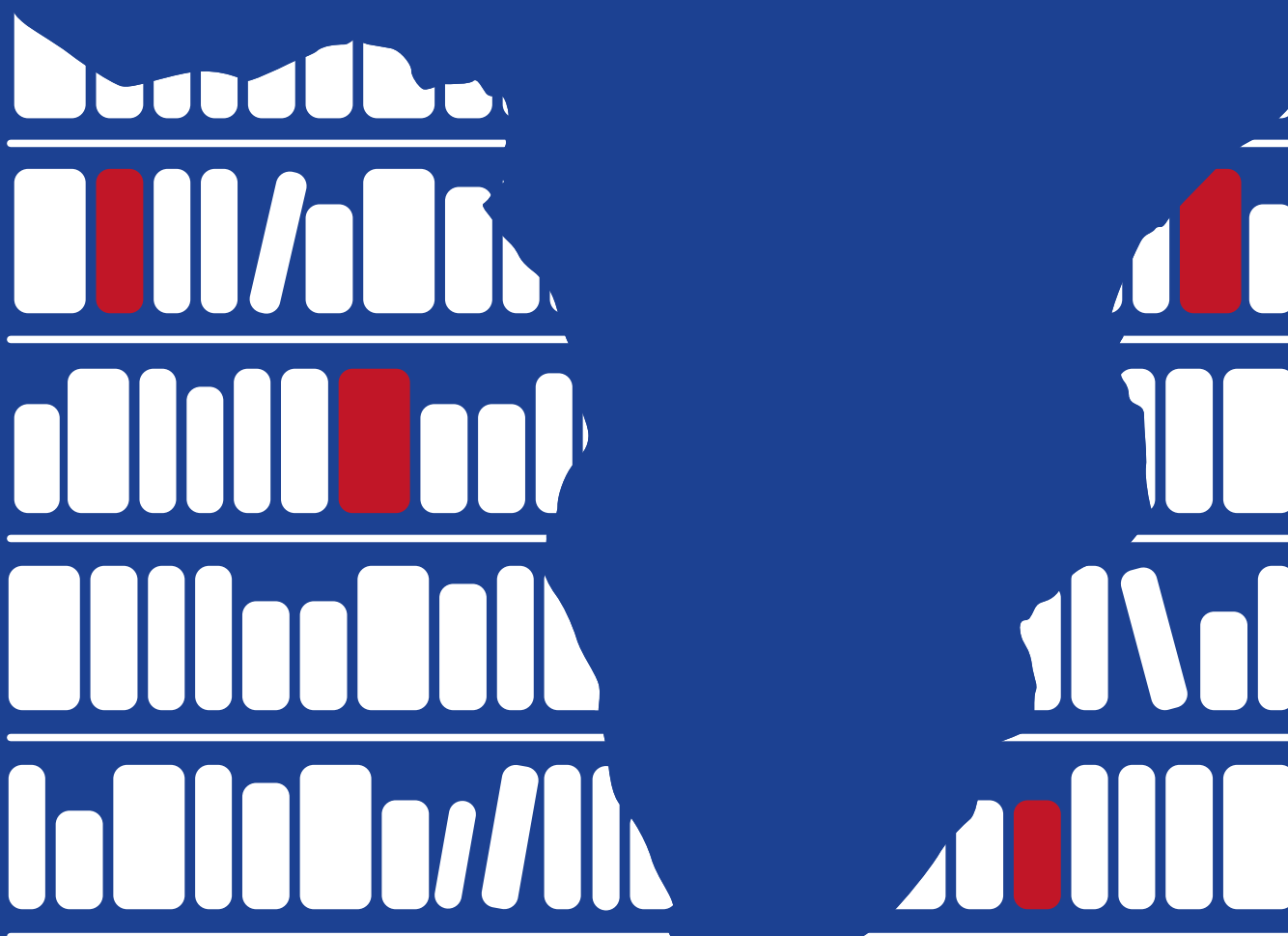
RESSOURCES  
éducatives

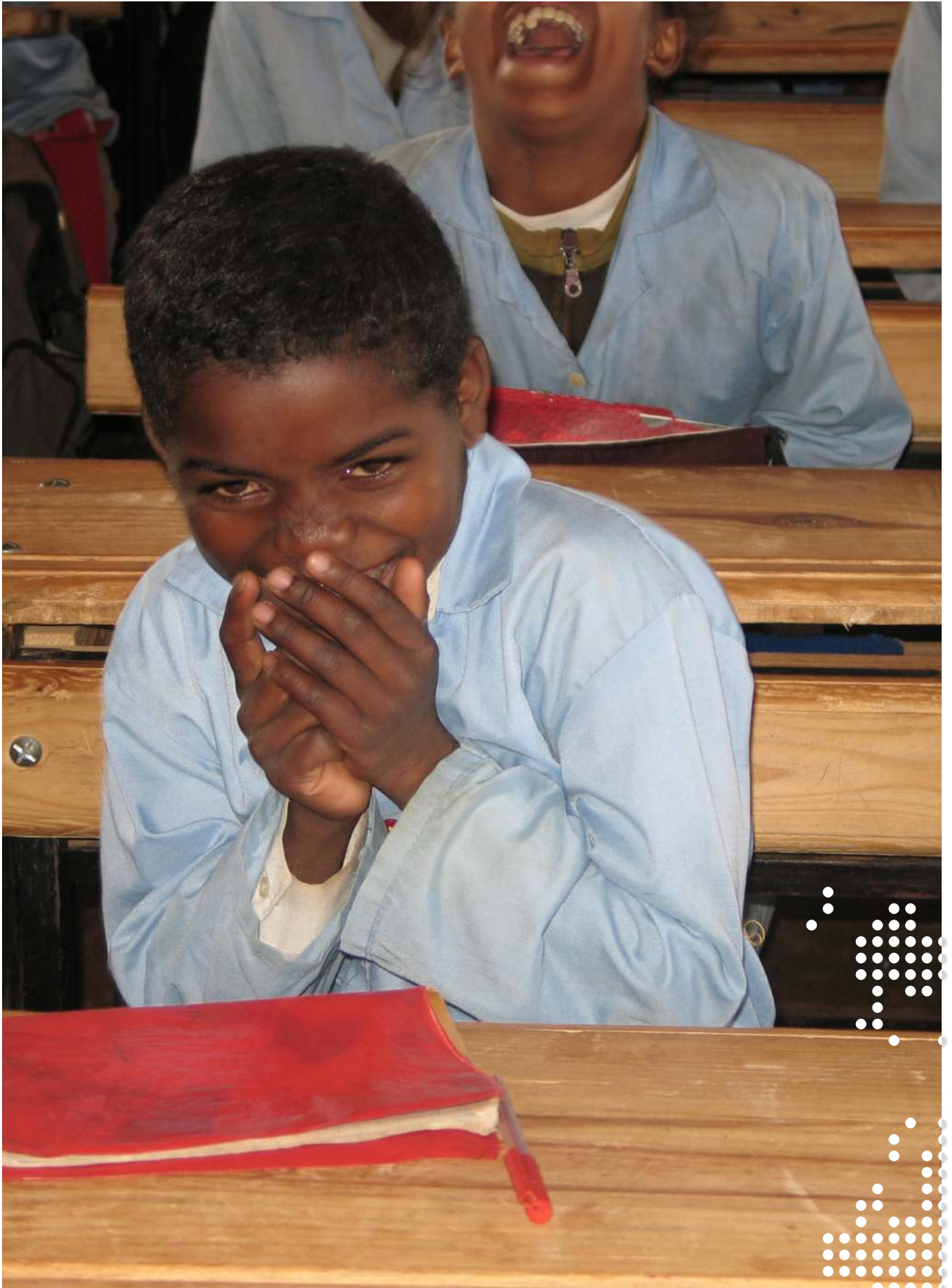


ÉTUDES DIAGNOSTIQUES  
SUR LE LIVRE JEUNESSE  
AU SERVICE DES APPRENTISSAGES  
6 PAYS D'AFRIQUE SUBSAHARIENNE



ÉTUDE PAYS 2021  
**MADAGASCAR**





**ÉTUDES DIAGNOSTIQUES SUR LE LIVRE JEUNESSE  
AU SERVICE DES APPRENTISSAGES  
6 PAYS D'AFRIQUE SUBSAHARIENNE**  
dans le cadre du projet Ressources éducatives

ÉTUDE PAYS 2021  
**MADAGASCAR**



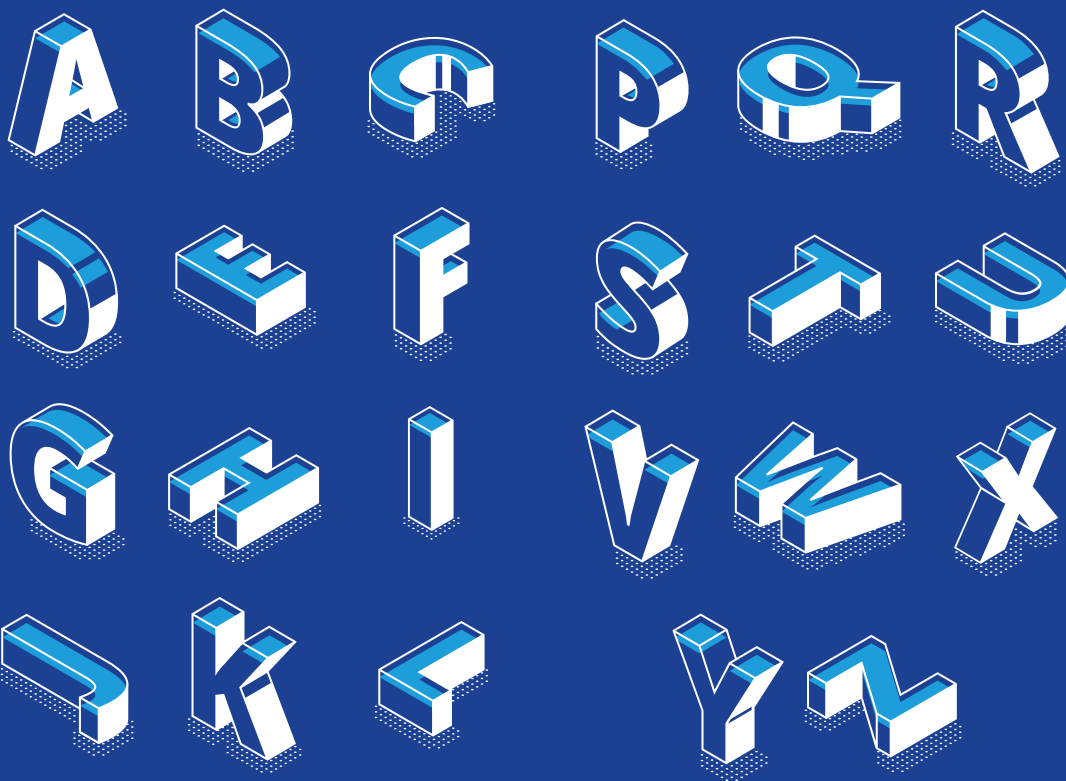
INSTITUT  
FRANÇAIS





<b>LISTE DES ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS.....</b>	<b>6</b>
<b>STRUCTURES ENGAGÉES DANS LA MISSION D'EXPERTISE.....</b>	<b>8</b>
<b>RÉSUMÉ EXÉCUTIF.....</b>	<b>10</b>
Du point de vue politique, sécuritaire et socio-économique .....	11
Du point de vue des capacités institutionnelles .....	12
Du point de vue du niveau de structuration de la chaîne du livre.....	13
<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>14</b>
<b>CONTEXTE POLITIQUE ET SOCIO-ÉCONOMIQUE.....</b>	<b>18</b>
Situation politique et sécurité intérieure .....	20
Contexte socio-économique .....	24
Statuts, fonctions et domaines d'emploi du français .....	30
<b>ÉTAT DES LIEUX DES CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES LOCALES.....</b>	<b>34</b>
Cadre national et législation sur le livre et les biens culturels.....	36
Prise en compte des enjeux liés au livre et à la lecture par la communauté éducative .....	39
<b>STRUCTURATION DE LA CHAÎNE DU LIVRE À MADAGASCAR.....</b>	<b>46</b>
Niveau de structuration des acteur·ices privé·es de la chaîne du livre jeunesse .....	48
Réseaux de lecture publique .....	56
Acteur·ices de la société civile impliqué·es auprès des lecteur·ices .....	60
<b>ACTIONS DE MÉDIATION ET MOTIVATION DES ACTEUR·ICES .....</b>	<b>64</b>
Actions de médiation autour du livre à échelle nationale .....	66
Implication de l'Institut français et modalités de collaboration envisagées.....	71
Implication des autorités locales et modalités de collaboration envisagées.....	72
<b>CONCLUSION.....</b>	<b>74</b>
<b>ANNEXES</b>	
ANNEXE 1 Cartographie du pays .....	76
ANNEXE 2 Cartographie des acteur·ices .....	78
ANNEXE 3 Liste des personnes Interviewées durant l'étude.....	80
ANNEXE 4 Bibliographie .....	81

# LISTE DES ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS



**AEdiM** : Association des Éditeurs de Madagascar

**AF** : Alliance française

**AfT** : Alliance française de Tananarive

**AILF** : Association Internationale des Libraires Francophones

**ALM** : Association des Libraires de Madagascar

**APLEM** : Association pour la Promotion du Livre et de l'Écrit à Madagascar

**BNM** : Bibliothèque Nationale de Madagascar

**CapED** : Capacités pour l'Éducation

**CBI** : Conférence des Bailleurs et des Investisseurs

**CLIC** : Centres de Lecture, d'Information et de Culture

**COMESA** : Marché commun de l'Afrique orientale et australe

**DCI** : Direction des Curricula et des Intrants

**EPT** : Éducation pour Tous

**IDH** : Indice de développement humain

**IEM** : Initiative Émergence Madagascar

**IPC** : Indice de Perception de la Corruption

**MCC** : Ministère de la Communication et de la Culture

**MEETFP** : Ministère de l'Emploi, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle

**MEN** : Ministère de l'Éducation Nationale

**MESupReS** : Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

**ODD** : Objectifs de Développement Durable

**PMA** : Pays les Moins Avancés

**PME** : Partenariat mondial pour l'éducation

**Prediff** : Presse Édition & Diffusion

**PSE** : Plan sectoriel de l'Éducation

**RNB** : Revenu National Brut

**SYANEL** : Synergie Nationale des Auteurs, Éditeurs et Libraires de Madagascar

**TNS** : Taux Net de Scolarisation

**UNESCO** : Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture

**UNICEF** : Fonds des Nations unies pour l'enfance

**UnPRIM** : Union professionnelle des Imprimeurs de Madagascar



## STRUCTURES ENGAGÉES DANS LA MISSION D'EXPERTISE

### INSTITUT FRANÇAIS

L'Institut français est l'établissement public chargé des relations culturelles internationales. Son action s'inscrit au croisement des secteurs artistiques, des échanges intellectuels, de l'innovation culturelle et sociale, et de la coopération linguistique. Il soutient à travers le monde la promotion de la langue française, la circulation des œuvres, des artistes et des idées et favorise ainsi une meilleure compréhension des enjeux culturels.

L'Institut français, sous la tutelle du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et du ministère de la Culture, contribue activement à la diplomatie d'influence de la France. Ses projets et programmes prennent en compte les contextes locaux et reposent sur une capacité unique de déploiement à travers le vaste réseau des services culturels des ambassades de France, des instituts français et des alliances françaises présents sur les cinq continents. L'Afrique, au même titre que d'autres régions à fort enjeu pour la diplomatie culturelle française, comme les rives Sud et Est de la Méditerranée, l'Europe ainsi que nombre de pays prescripteurs et émergents, constituent des territoires d'influence prioritaires.

# ÉDUCATION



# CULTURE



PROSPECTIVE  
COOPERATION

laboratoire d'idées



Association fondée par des chercheur·es et des professionnel·les de la Coopération internationale en Europe, en Afrique, en Asie et en Amérique, Prospective et Coopération vise à promouvoir des politiques et des pratiques innovantes. Cette initiative souhaite répondre à des politiques de développement en reconfiguration dans un monde caractérisé par la multi polarisation et la montée en puissance des opérateur·ices et expert·es des Sud. À travers des espaces de rencontres, d'échanges, de réflexion et d'actions multi-acteurs, elle construit des passerelles :

- # Entre chercheur·res académiques et praticiens du développement,
- # Entre chercheur·es de différentes disciplines,
- # Entre praticien·nes de différentes structures intervenant aux niveaux locaux, nationaux ou internationaux,
- # Entre les Nords et les Suds...

BiblioSud est une organisation non gouvernementale française (statut association loi 1901 française) créée en mai 2017. BiblioSud a pour objet, dans l'esprit du Manifeste de l'UNESCO sur la bibliothèque publique de novembre 1994, le renforcement, la formation, l'aide financière ou matérielle, la modernisation par des techniques et projets innovants, partout dans le monde, des institutions et acteurs des bibliothèques publiques ou universitaires, des centres de documentations et de la chaîne du livre en général, pour leurs actions sur leurs missions-clés en terme d'informations, d'alphabétisations, d'éducatives et plus généralement d'accès à la culture. BiblioSud tire son nom du grec ancien *βιβλιοθήκη* : biblio, «livre» et des trois lettres SUD pour Solidarité, Urgence et Développement.

Les trois axes principaux de l'action de l'association BIBLIOSUD sont :

- # L'appui institutionnel aux acteurs du livre et de la lecture,
- # La formation et l'accompagnement des acteurs du livre et de la lecture, de leurs tutelles ou de leurs publics,
- # La conduite de projet innovants notamment concernant le numérique.



# RÉSUMÉ EXÉCUTIF

## DU POINT DE VUE POLITIQUE, SÉCURITAIRE ET SOCIO-ÉCONOMIQUE

Malgré une histoire politique contemporaine mouvementée, depuis 2013, Madagascar semble avoir **renoué avec un système démocratique stable** augurant un **développement social et économique** favorable pour **sa population, qui demeure une des plus pauvres du monde**. Cette dernière, jeune dans sa très grande majorité, est victime de **très fortes inégalités sociales et géographiques**, en particulier le domaine de l'éducation, malgré le récent et **fort engagement des pouvoirs publics** en la matière. Cette problématique de l'éducation ne saurait se distinguer de la **question linguistique** que connaît le pays depuis son indépendance entre le développement d'un Malagasy, langue nationale unique et l'utilisation d'un français utile, mais dont le nombre de locuteur·ices est minoritaire.

Malgré **un climat des affaires défavorable, des territoires enclavés** et difficiles d'accès, et **un taux de criminalité** relativement important dans certaines zones, **le projet Ressources éducatives peut être déployé sur l'ensemble du territoire**, dans un pays qui lui assurera une stabilité institutionnelle relative, indispensable à son bon déroulement. Il sera nécessaire de **bien déterminer les modalités de mise en œuvre pour atteindre les zones enclavées à faible pénétration de l'écrit**, afin que le projet puisse jouer l'effet de levier souhaité au profit des populations les plus pauvres.

## DU POINT DE VUE DES CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES

En dépit de faibles moyens institutionnels, d'un cadre législatif insuffisant, et d'un *turn over* relativement important des ministres, **l'administration culturelle malgache donne aujourd'hui des signaux favorables au secteur du livre et de la lecture publique.** Celui-ci bénéficie depuis le début de 2020 d'un établissement public à caractère administratif doté d'un budget autonome, la Bibliothèque Nationale de Madagascar, en charge notamment des questions du livre et de la coordination de la lecture publique à un niveau national. Cette nouvelle structuration administrative, déconcentrée au niveau des 22 régions, pourrait permettre au projet Ressources éducatives de garantir **une politique d'acquisition d'ouvrages jeunesse régulière, structurante pour le secteur. La commande publique en littérature jeunesse semble en effet une condition de réussite du projet,** dans un pays où il ne sera pas possible de compter uniquement sur l'achat familial volontaire pour pérenniser la filière du livre jeunesse. Cet établissement est par ailleurs piloté par un jeune directeur apprécié des acteur·ices du privé.

Du côté éducatif, **le projet Ressources éducatives s'avère pertinent avec la politique sectorielle** en vigueur, et s'insère dans un calendrier favorable à l'heure de **la révision des *curricula* des enseignant·es et des ressources pédagogiques.** Le Plan sectoriel de l'éducation 2018-2022 prévoit notamment la mise en œuvre de « coins lecture » dans les salles de classe. Mais dans la réalité, les faibles ressources dédiées au secteur éducatif et en particulier à l'éducation primaire, à Madagascar, se traduisent par une formation très insuffisante des enseignant·es et **un nombre très faible de bibliothèques** dans les établissements scolaires publics.

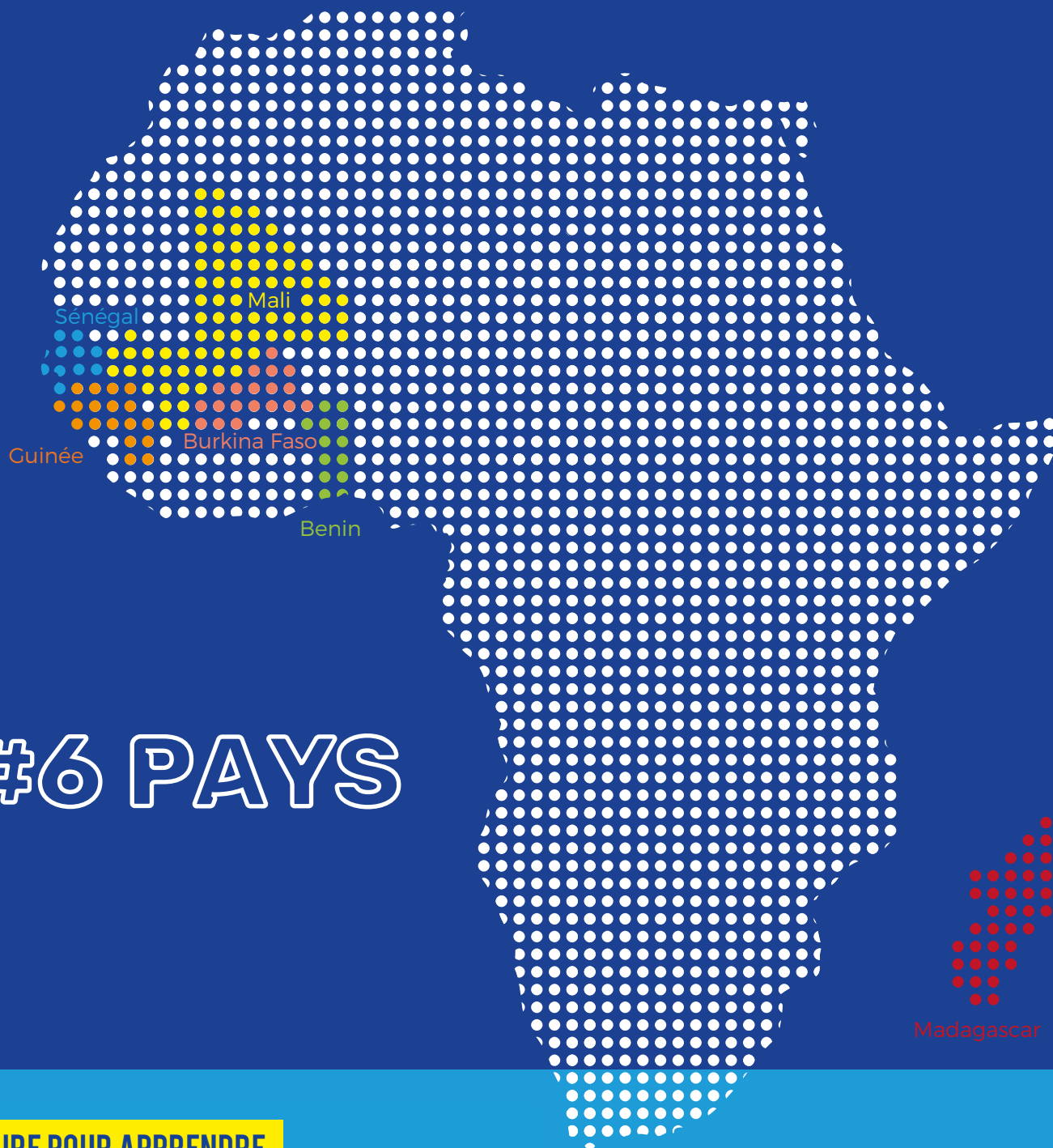
Au total, si le projet Ressources éducatives semble pouvoir s'insérer dans la logique de la politique culturelle en cours, **du côté éducatif, des ressources pérennes devront être identifiées et sécurisées** pour garantir **la mise en œuvre effective et durable des coins lectures** dans les classes avec **des enseignant·es formé·es à la médiation littéraire.**

## DU POINT DE VUE DU NIVEAU DE STRUCTURATION DE LA CHAÎNE DU LIVRE

La chaîne du livre jeunesse à Madagascar est à la fois **structurée en associations professionnelles** représentant l'ensemble de la filière – hormis la diffusion/distribution, peu présente en Afrique – **fortement féminisée** par rapport aux autres pays du panel, et compte **la présence d'acteur·ices motivé·es**. Elle souffre néanmoins de **nombreuses lacunes** : manque de formation des auteur·ices jeunesse, coûts des intrants pour la fabrication des ouvrages jeunesse, fléau des dons de livres venus de l'étranger, librairies concentrées en capitale, absence de réseau de diffusion, etc.

De plus, Madagascar possède **le réseau le plus important de lecture publique** du panel des pays étudiés. Celui-ci, notamment du fait de partenariats internationaux, tente de répondre à la problématique de la diffusion du livre dans le pays, malgré **sa fragmentation**, et **les manques de ressources** chroniques auxquels il se confronte. Enfin, de **nombreuses ONG sont actives** à Madagascar et se mobilisent notamment sur l'accès à la lecture auprès des populations les plus exclues. Ces acteur·ices associatif·ves seront de bons leviers pour le projet Ressources éducatives sur l'ensemble du territoire.

# INTRODUCTION



## #6 PAYS

LIRE POUR APPRENDRE

RESSOURCES  
éducatives



## LE PROJET RESSOURCES ÉDUCATIVES ET SA COMPOSANTE III

Le projet Ressources éducatives, initié et financé par l'Agence française de développement (AFD) et mis en œuvre par l'UNESCO et l'Institut français, vise à renforcer l'accès des élèves du primaire et du secondaire en Afrique subsaharienne francophone à un ensemble de ressources éducatives de qualité.

Le projet est organisé en **trois grandes composantes**, les deux premières portées par l'UNESCO et la troisième par l'Institut français :

**AGIR POUR L'AVENIR** en renforçant les politiques et stratégies nationales de développement et diversification des ressources éducatives ;

**PRODUIRE POUR APPRENDRE** en améliorant l'environnement de conception, de production et de diffusion des ressources éducatives ;

**LIRE POUR APPRENDRE** en développant la place et le rôle du livre de jeunesse en promouvant un environnement lettré au service des apprentissages.

Cette composante III du projet accompagnera prioritairement le développement de l'environnement lettré dans trois pays d'Afrique francophone, afin de concentrer ses activités en matière de renforcement de capacités là où les besoins sont les plus élevés et les gains d'efficacité potentiellement les plus importants. Le périmètre géographique pourra être élargi dans un second temps. Les 6 pays d'Afrique subsaharienne francophone suivants ont été présélectionnés par l'Institut français en lien avec l'AFD et le réseau culturel français : le Bénin ; le Burkina Faso ; la Guinée ; Madagascar ; le Mali ; le Sénégal.



## OBJECTIFS DE L'ÉTUDE

L'objectif de la prestation est de cibler, sur la base d'une grille analytique et d'enquêtes sur le terrain, les trois pays où ce déploiement est le plus susceptible de présenter le meilleur ratio coût efficacité, au regard des objectifs généraux du projet Ressources éducatives et des objectifs spécifiques de cette composante III.

Pour cela, l'étude doit permettre d'atteindre les **deux résultats attendus** suivants :

### 1. UN DIAGNOSTIC EST ÉTABLI POUR CHAQUE PAYS :

Il s'agit de **dresser le panorama du secteur du livre et de l'éducation en analysant ses forces, ses faiblesses, les opportunités et les menaces** (les forces en présence, la structuration du secteur, les capacités locales, l'environnement institutionnel, légal et économique du secteur, la stabilité politique etc.), avec une attention particulière pour les zones à faible pénétration de l'écrit.

### 2. DES PERSONNES RESSOURCES LOCALES SUSCEPTIBLES DE CONTRIBUER AU PROJET SONT CIBLÉES ET PROPOSÉES :

Il s'agit de **contacter et rencontrer les acteur·ices et réseaux d'acteur·ices concerné·es**, en lien avec l'IF de Paris et le réseau culturel français ou binational sur place, et d'**identifier les ressources potentielles**, motivées et/ou mobilisables, pour contribuer au projet et soutenir une politique en faveur du livre et de la lecture au service des apprentissages, dans chaque pays.

## MÉTHODOLOGIE

La stratégie de collecte de données s'est appuyée sur **une méthodologie mixte**, employant des méthodes à la fois **quantitatives** et **qualitatives**, permettant de **triangler une diversité de sources**, primaires et secondaires, **dans chacun des 6 pays**, afin de vérifier ou rejeter chaque résultat :

- Établissement d'une grille d'analyse pondérée par pays
- Recherche de documents et de données existants
- Collecte de données auprès d'acteur·clés et personnes-ressources, et observations de terrain

Pour chaque outil, un **échantillonnage** est proposé et discuté avec le commanditaire. La proposition méthodologique repose sur une classification des **interlocuteur·ices selon leurs rôles et fonctions**. Elle se soucie d'être **adaptée aux spécificités des contextes institutionnels** des pays étudiés.

L'étude s'est fondée sur une approche basée sur le genre, de façon à produire un certain nombre d'informations socio-économiques ventilées par sexe. Ces informations permettent de rendre visibles les inégalités afin qu'elles soient prises en compte directement dans le projet Ressources éducatives. Cette approche transversale, sensible à l'égalité des sexes, a concerné l'ensemble de la méthodologie (équipe évaluative, outils d'enquête, échantillonnage des personnes interviewées et constitution des groupes projets) Aussi ce rapport est rédigé en écriture inclusive, écriture déjà adoptée dans de nombreuses institutions, afin de participer à une meilleure représentativité des femmes dans les textes, là où le neutre masculin tend à les invisibiliser.





© 2020 - UNICEF Madagascar - Fanja Saholiarisoa

## DÉROULÉ DE LA MISSION


Du fait du contexte pandémique de la Covid-19 et des restrictions de déplacements qu'elle a engendrées par la fermeture des frontières internationales par le président malgache, la tenue de la mission de terrain a été plusieurs fois reportée et enfin annulée. La collecte des données, notamment pour renseigner les indicateurs de la grille d'analyse, ainsi que les entretiens semi-directifs individuels, ont été effectués à distance, grâce à l'appui de l'Institut français de Madagascar.

La **mission a été facilitée** en particulier par l'appui de Mme Florence Dimani, responsable de la Médiathèque et chargée de mission Livre, et de Mme Odile Cobacho, conseillère de coopération et d'action culturelle adjointe que nous tenons à remercier.

Des **interlocuteur·ices** représentatif·es des différents secteurs impliqués sur la question de la littérature jeunesse à Madagascar **ont été interviewé·es** fin novembre 2020. Ces entretiens ont été complétés par des **échanges courriel** avec les différent·es interlocuteur·ices.



# CONTEXTE POLITIQUE ET SOCIO- ÉCONOMIQUE

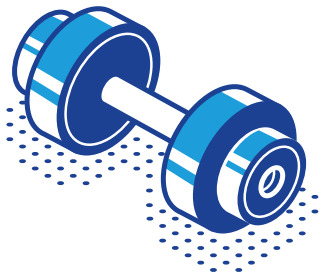


**Malgré une histoire politique contemporaine mouvementée, depuis 2013, Madagascar semble avoir renoué avec un système démocratique stable, augurant un développement social et économique favorable pour sa population. Cette dernière, qui demeure une des plus pauvres du monde, est victime de très fortes inégalités sociales et géographiques, en particulier le domaine de l'éducation, malgré le récent et fort engagement des pouvoirs publics en la matière. Cette problématique de l'éducation ne saurait se distinguer de la question linguistique qui émerge dans le pays depuis son indépendance, entre le développement d'un Malagasy, langue nationale unique et l'utilisation d'un français utile mais dont le nombre de locuteur-ices est minoritaire.**

**Malgré un climat des affaires défavorable, des pratiques de corruption généralisées, des territoires enclavés et un taux de criminalité relativement important dans certaines zones, le projet Ressources éducatives peut être déployé sur l'ensemble du territoire, dans un pays qui lui assurera une stabilité institutionnelle et économique relative, indispensable à son bon déroulement. Il sera nécessaire de bien déterminer les modalités de mise en œuvre pour atteindre les zones enclavées à faible pénétration de l'écrit afin que le projet puisse jouer l'effet de levier souhaité au profit des populations les plus pauvres.**

## SITUATION POLITIQUE ET SÉCURITÉ INTÉRIEURE

Depuis son indépendance obtenue en 1960, Madagascar a traversé un cycle de crises politiques empêchant le pays de consolider son développement économique. Aujourd'hui, et malgré la présence sur son territoire de nombreuses ressources naturelles, **cet État insulaire d'Afrique australe connaît l'un des taux de pauvreté les plus élevés au monde**. Néanmoins, depuis les élections de 2013 qui permettent l'accession au pouvoir d'un président démocratiquement élu, **l'île semble sortir de l'instabilité** avec la mise en place progressive d'institutions démocratiques qui lui permettent à la fois de **consolider sa situation économique intérieure et de développer son rayonnement à l'international**.



### FORCES

#### UNE SITUATION POLITIQUE RÉCEMMENT STABILISÉE APRÈS UN CYCLE DE CRISES POLITIQUES (2009-2013)

Depuis son indépendance en 1960, Madagascar a connu plusieurs crises politiques successives. La dernière, de 2009 à 2013, a été initiée par l'arrivée au pouvoir de **Andry Rajoelina**, imposée par l'armée à la place de l'ancien président **Marc Ravalomanana**. **Ce coup d'État**,

**largement dénoncé par la communauté internationale, a plongé le pays dans une crise économique<sup>1</sup> dont il peine encore à se relever.**

Néanmoins, en 2013, l'accession d'un président démocratiquement élu marque officiellement **la sortie de la crise politique malgache**. L'ordre constitutionnel retrouvé en 2014 a permis le retour de la stabilité politique. En 2018, la croissance économique atteignait 5,1 %, soit la meilleure performance depuis 10 ans<sup>2</sup>. En janvier 2019, **l'élection démocratique d'Andry Rajoelina**, à l'issue d'un scrutin pacifique, marque **la première alternance politique démocratique à Madagascar** et semble entériner la fin du cycle de crises de ces dernières décennies.



### FAIBLESSES

#### UN PAYS QUI DEMEURE L'UN DES PLUS PAUVRES AU MONDE

Malgré ce contexte de relative stabilisation politique et rétablissement économique, le pays possède toujours l'un des taux de pauvreté les plus élevés au monde<sup>3</sup>. Avec un **Revenu National Brut (RNB) par habitant-e de 440 \$** en 2018, Madagascar fait partie des Pays les Moins Avancés (PMA). En 2019, **l'Indice de Développement Humain (IDH)** de Madagascar demeure très faible (**162<sup>e</sup>** place sur 188 pays). Les inégalités sociales (**plus de 80 % de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté à 2 \$ par jour**) et géographiques (80 % de la

1 De 2009 à 2013 la croissance malgache était nulle ou négative.

2 « Madagascar sur une bonne trajectoire », *Le Point*, 2019 : [https://www.lepoint.fr/afrique/madagascar-sur-une-bonne-trajectoire-22-11-2019-2349050\\_3826.php](https://www.lepoint.fr/afrique/madagascar-sur-une-bonne-trajectoire-22-11-2019-2349050_3826.php)

3 <https://www.banquemondiale.org/fr/country/madagascar/overview>



© Minisiteran'ny Serasera sy ny Kolontsaina

population vit dans des zones rurales, parfois très enclavées) y sont très marquées<sup>4</sup>. Cela se traduit par un accès précaire aux ressources essentielles : en octobre 2019, le Directeur général du ministère de l'Énergie, Andry Ramarison déplorait : « la situation actuelle de l'accès à l'électricité est catastrophique. On a un taux d'accès à l'électricité de seulement 15 % et ça fait huit ans qu'il n'a pas bougé<sup>5</sup>. »

Dans ce contexte d'une économie très fragile, **le problème de la corruption demeure considérable**. Madagascar compte parmi les pays témoignant de défaillances les plus graves dans son dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux, et ce malgré une loi adoptée en décembre 2018<sup>6</sup> à ce sujet, et une autre en décembre de la même année sur le

recouvrement des avoirs illicites par voie d'ordonnance<sup>7</sup>. L'année 2019 n'a pas été favorable dans ce domaine. Les notes de *Transparency international* sur **l'Indice de Perception de la Corruption (IPC) de 2019** indiquent pour Madagascar un score de 24/100, soit un recul d'un point par rapport au score réalisé en 2018, et un recul 8 points par rapport au score de 2012. **Ce score est largement inférieur à la moyenne du continent africain (32/100)**. Le pays se place au 158<sup>e</sup> rang sur les 180 pays étudiés<sup>8</sup>. De la même façon, le **score de la facilité de faire des affaires de la Banque mondiale, *Doing business*, a aussi légèrement régressé** entre 2019 et 2020<sup>9</sup>. Mais le rang du pays n'a pas bougé, il reste toujours classé à la 161<sup>e</sup> place sur 190 pays.

4 <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/madagascar/presentation-de-madagascar/>

5 « À Madagascar, l'électricité reste un produit de luxe », *Le Monde*, 2019 : [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/10/15/a-madagascar-l-electricite-reste-un-produit-de-luxe\\_6015553\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/10/15/a-madagascar-l-electricite-reste-un-produit-de-luxe_6015553_3212.html)

6 Loi n° 2018- 043 du 13 février 2019 sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme : <https://www.samifin.mg/sites/default/files/loi2018-043.pdf>

7 Ordonnance n°2019-015 relative au recouvrement des avoirs illicites : <http://www.csi.gov.mg/ordonnance-n2019-015-relative-au-recouvrement-des-avoirs-illicites/>

8 <https://www.madagascar-tribune.com/Madagascar-recule-dans-la-lutte-contre-la-corruption.html>

9 <http://www.tresorpublic.mg/?p=36839>



## OPPORTUNITÉS

### UN PLAN DE REDRESSEMENT DU PAYS SUR 5 ANS ENTAMÉ PAR LE NOUVEAU PRÉSIDENT...

Dès son élection de 2019, le nouveau président a annoncé la mise en place d'un plan pour relever l'économie de son pays en 5 ans : l'Initiative Émergence Madagascar (IEM)<sup>10</sup> par lequel il souhaite se hisser aux normes des pays émergents et rattraper le retard accumulé ces dernières décennies. Les mesures, détaillées dans ses treize engagements de campagne, comprennent l'éducation pour tous, l'accès à la santé et à un emploi décent, grâce à l'industrialisation de l'île et au développement touristique.

La relative stabilité politique récente sur le territoire devrait permettre au pays de **rassembler les potentiel-les investisseur-euses étrangers-es**. Ainsi, en février 2020, Jean Yves Le Drian, ministre français des Affaires étrangères, a annoncé un investissement sur quatre ans, constitué de prêts et de subventions, s'élevant à 240 millions d'euros, pour la mise en œuvre des projets prioritaires du Plan Émergence<sup>11</sup>.

### ...AFIN DE RECOMMENCER À RAYONNER À L'INTERNATIONALE

**Depuis 2016, Madagascar a organisé, avec succès, plusieurs événements pour revenir sur la scène internationale** : le 19<sup>e</sup> sommet

des chefs d'États et de gouvernements du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) (10-19 octobre 2016, à Tananarive) ; le XVI<sup>e</sup> sommet de la Francophonie (22-27 novembre 2016, à Tananarive) ; la Conférence des Bailleurs et des Investisseurs (CBI) pour Madagascar (1<sup>er</sup> et 2 décembre 2016, à Paris). Du 10 au 13 septembre 2019, Madagascar a également organisé à Tananarive la première conférence des ministres africains pour la mise en œuvre en Afrique du Plan de Kazan, en partenariat avec l'UNESCO, L'Union africaine et le Conseil international pour l'éducation physique et la science du sport<sup>12</sup>.



## MENACES

### UN PLAN DE CROISSANCE QUI PEINE À CONVAINCRE LES BAILLEURS DE FONDS

L'IEM propose certes des solutions pour faire progresser le pays, mais ce plan n'est pas sans fragilités : en se reposant sur les secteurs de l'industrie et du tourisme, il renforce la dépendance du pays quant aux puissances étrangères. Or, l'attractivité du territoire est justement questionnée du fait de plusieurs défaillances structurelles et politiques qui ne sont pas sans impact quant à la réalisation du présent projet. Le plan s'appuie également sur des hypothèses jugées optimistes, comme une accélération des investissements privés<sup>13</sup>, ce qui n'est pas encore garanti.

10 <https://www.maep.gov.mg/wp-content/uploads/pdf/IEM%20PGE%20vf.pdf>

11 <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200221-madagascar-visite-drian-contribution-plan-emergence>

12 <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/madagascar/presentation-de-madagascar/>

13 « À Madagascar, le plan "Emergence" peine à convaincre les populations et les bailleurs de fonds », *Le Monde*, 2019 : [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/10/22/a-madagascar-le-plan-emergence-peine-a-convaincre-les-populations-et-les-bailleurs-de-fonds\\_6016463\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/10/22/a-madagascar-le-plan-emergence-peine-a-convaincre-les-populations-et-les-bailleurs-de-fonds_6016463_3212.html)



© 2015 - ONG Agir.avec.madagascar - Alain Gyre

### UN MANQUE D'AUTONOMIE DES ORGANES DE PRESSE

Alors même que la Constitution de la IV<sup>e</sup> République du 11 décembre 2010 garantit la liberté d'expression, l'UNESCO constate que cette dernière est modulée et affaiblie par d'autres textes relatifs à la sécurité de l'État et diverses situations exceptionnelles<sup>14</sup>. La censure est abolie mais l'emprisonnement des journalistes ou la fermeture d'organes de presse demeurent des pratiques courantes. Ainsi, en avril 2020, une journaliste a été inculpée pour « incitation à la haine » et placée en détention suite à sa dénonciation de la gestion de la pandémie de la Covid-19 par le gouvernement<sup>15</sup>.

### UN CLIMAT D'INSÉCURITÉ

Le site de l'ambassade de France à Madagascar a classé l'ensemble du territoire en vigilance renforcée et indique : « Les risques liés à la criminalité de droit commun sont élevés. Les zones inhabitées, y compris les parcs nationaux ou les plages, sont propices aux agressions de touristes par des bandes armées, parfois d'une grande violence<sup>16</sup>. »

14 CERCOM, UNESCO, *Étude sur le développement des médias à Madagascar*, 2017 : [http://www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/FIELD/Nairobi/Etudededeveloppementmedia\\_01.pdf](http://www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/FIELD/Nairobi/Etudededeveloppementmedia_01.pdf)

15 <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/madagascar-le-president-promet-de-liberer-une-journaliste-emprisonnee-20200504>

16 <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/conseils-par-pays-destination/madagascar/#securite>

## CONTEXTE SOCIO-ÉCONOMIQUE

Faisant les frais d'une situation générale de très grande pauvreté, **la population malgache, majoritairement très jeune, n'a globalement pas accès aux ressources de première nécessité**. En termes d'éducation, cela se traduit par une faible scolarisation, avec de grandes disparités régionales et selon la localisation urbaine ou rurale des familles. Néanmoins, l'éducation fait partie des engagements clefs du gouvernement qui entend restructurer et redynamiser ce secteur à l'aide du plan quinquennal lancé en 2018.



### FAIBLESSES

#### UNE PAUVRETÉ GÉNÉRALISÉE DE LA POPULATION, IMPACTANT FORTEMENT LES CONDITIONS DE VIE DES ENFANTS

Les conditions de vie **demeurent difficiles pour la très grande majorité des Malgaches**. L'IDH de Madagascar est l'un des plus faibles au monde. Les résultats pour Madagascar de *l'Enquête nationale sur la situation socio-démographique des ménages (MICS)*<sup>17</sup>, réalisée en 2018, indiquent que la situation socio-démographique des ménages reste précaire. En ce qui concerne plus spécifiquement la situation de la population jeune, le pays se classe à la quatrième position en termes de malnutrition chronique, avec près **d'un-e enfant sur deux de moins de cinq ans souffrant de retard de croissance**. Dans le domaine de la

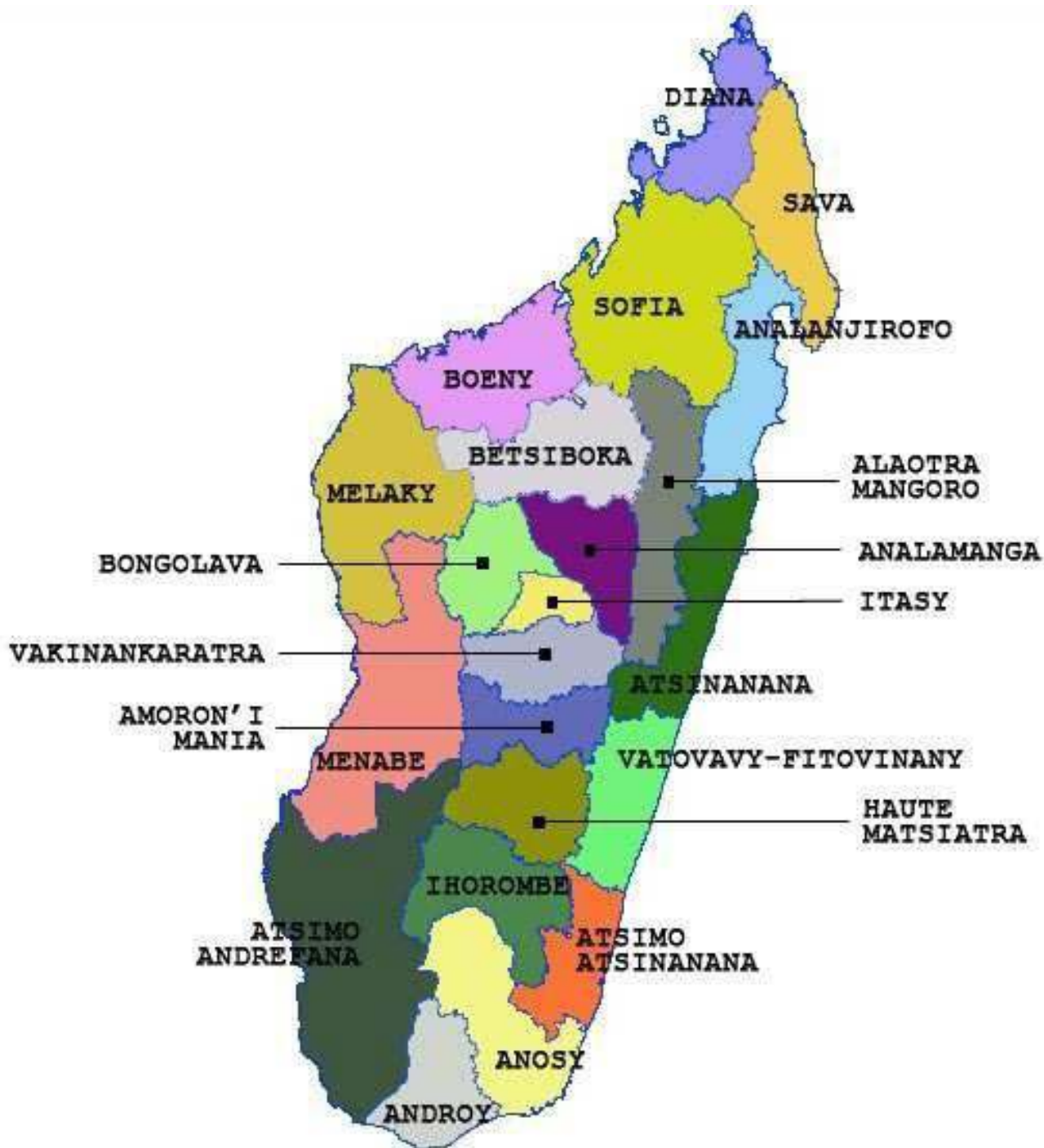
santé, 21 enfants sur 1 000 décèdent au cours de leur premier mois de vie, 40 avant leur premier anniversaire, et 59 avant d'atteindre 5 ans.

#### UN FAIBLE TAUX DE SCOLARISATION ET D'ACHÈVEMENT SCOLAIRE, ET DE FORTES DISPARITÉS RÉGIONALES

Dans le domaine de **l'éducation**, aux dernières estimations, ce sont 1,4 million d'enfants âgés de 6 à 10 ans qui ne seraient pas scolarisés. En termes de proportion, cela représente **un-e enfant âgé-e de six à dix ans sur cinq et un-e enfant âgé-e de 11 à 14 ans sur trois qui ne sont pas scolarisés**. **Le taux net de fréquentation scolaire ajusté est de 76 % au primaire, 27 % au premier cycle du secondaire et 13 % au second cycle du secondaire**. Parmi les enfants non scolarisés, on peut distinguer les enfants qui n'ont jamais été scolarisés et celles et ceux qui ont abandonné l'école à un stade précoce. En effet, **autant que sur la question de l'accès, le problème se situe également au niveau de la rétention scolaire**.

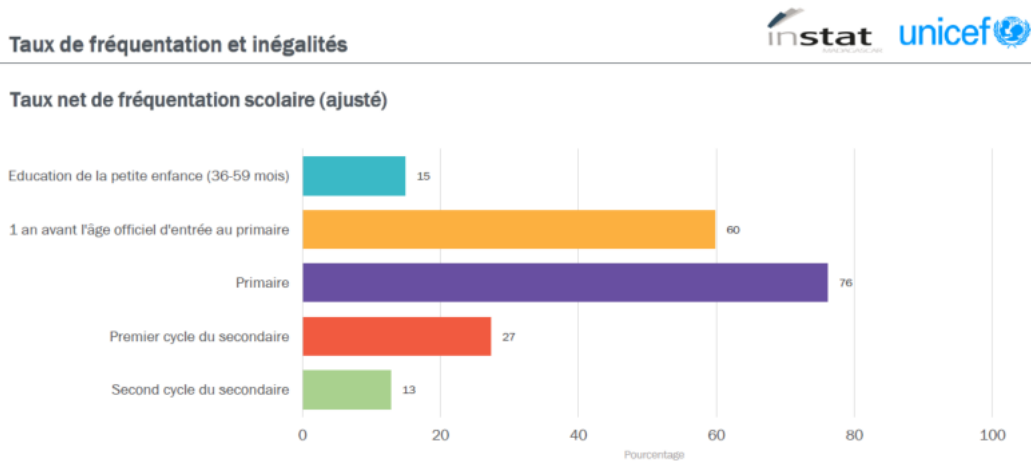




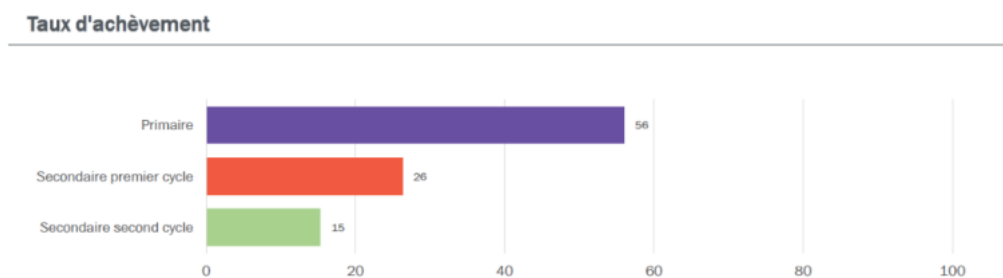


En 2010, en calculant le Taux Net de Scolarisation (TNS) par région, on remarque une forte dispersion autour de la valeur moyenne de 73,4 %. Ainsi, des valeurs proches de 50 % sont relevées à Melaky, Atsimo-Andrefana, Anosy, Androy et Atsimo-Atsinanana, alors que des valeurs supérieures à 80 % sont enregis-

trées à Analamanga, Vakinankaratra, Itasy, Vavovavy-Fitovinany, Atsinanana, Analanjirifo et Alaotra-Mangoro. De même, les enfants des familles plus pauvres, notamment celles et ceux issus du milieu rural, présentent des taux d'accès largement inférieurs à ceux des enfants issus de milieux urbains favorisés<sup>18</sup>.

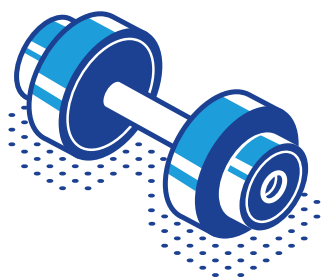


Source : MICS6 Madagascar 2018 – Education, p. 1



Source : MICS6 Madagascar 2018 – Education, p. 3

18 Rapport national Madagascar PASEC : Performances du système éducatif malgache : Compétences et facteurs de réussite au primaire. PASEC, CONFEMEN, Dakar, 2017 : <https://www.pasec.confemen.org/wp-content/uploads/2017/05/Rapport-Madagascar.pdf>



## FORCES

### UNE POPULATION MAJORITAIREMENT JEUNE ET EN AUGMENTATION, UNE DEMANDE CROISSANTE EN BESOIN DE SCOLARISATION

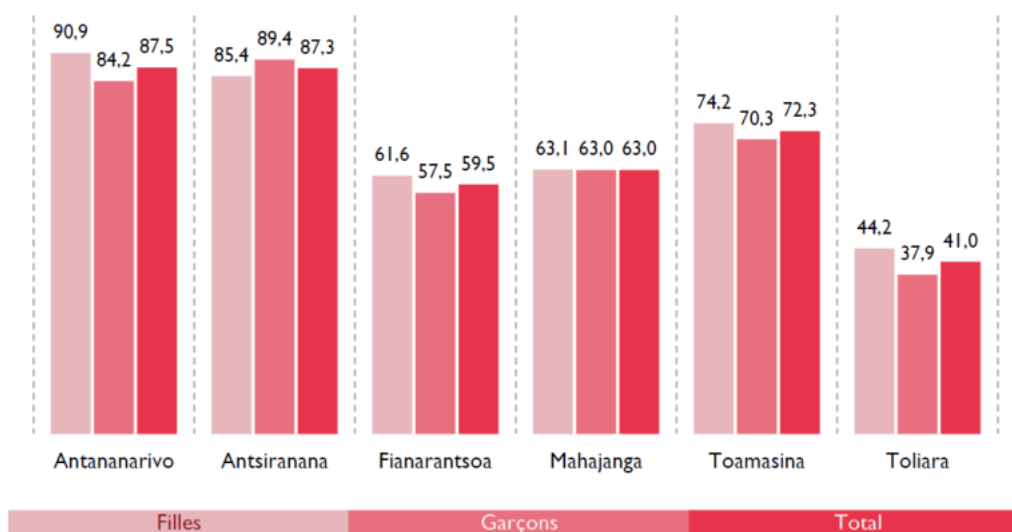
En 2015, la population malgache était estimée à 24,2 millions d'habitant·es avec une croissance particulièrement élevée (+3 % par an) mais qui connaîtrait une légère tendance à la baisse qu'on estime pouvoir s'établir à 2,5 % en 2030. **La population malgache est jeune, les moins de 15 ans représentant 49 % de la population totale et les moins de 20 ans, autour de 60 %.** Selon les dernières projections démographiques des Nations unies, la croissance de la population scolaire (3-24 ans) se situera en moyenne à 2,2 % par an entre 2015 et 2030 (contre 2,8 % entre 2000 et 2015).

La population d'âge scolaire (3-24 ans) devrait passer de 12,8 millions en 2015 à 17,6 millions en 2030<sup>19</sup>. **Cette population très jeune et en croissance rapide entraînera une importante demande de services d'éducation.**

### CONTRAIREMENT À CE QUI S'OBSERVE DANS LA MAJORITÉ DES PAYS AFRICAINS, ON TROUVE PEU DE DISPARITÉ DE GENRE DANS L'ACCÈS À L'ÉCOLE À MADAGASCAR

**Les filles ont autant, voire plus, accès à l'école que les garçons au niveau national.** Si le taux d'achèvement du primaire a fortement augmenté de manière générale depuis 2000 et notamment entre 2002 et 2008, malgré une légère baisse depuis la crise liée à la pandémie, on note que ce taux est plus important chez les filles, laissant apparaître un indice de parité à l'avantage de ces dernières (1,027). Ainsi, **les filles présentent de meilleurs taux d'achèvement que les garçons dans l'ensemble des provinces à l'exception d'Antsiranana**<sup>20</sup>.

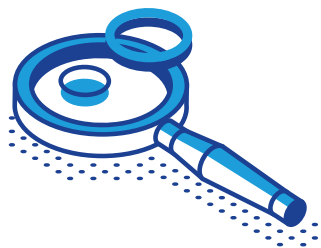
## TAUX D'ACHÈVEMENT DU PRIMAIRE SELON LE GENRE EN 2013-2014 (EN %)



SOURCE : MEN, annuaire statistique 2013-2014

19 PASEC, 2017, *ibid.*, p. 3.

20 PASEC, 2017, *ibid.*

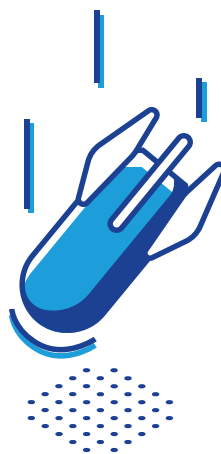


## OPPORTUNITÉS

### L'ÉDUCATION AU CŒUR DES PRÉOCCUPATIONS DU GOUVERNEMENT

Le système éducatif représente un enjeu clef au sein du Plan National de Développement, mentionné dans l'axe 4 « Capital Humain »<sup>21</sup>. Il est en effet considéré comme **catalyseur des Objectifs de Développement Durable (ODD)**. **Dès son investiture, le premier président de la quatrième République a annoncé officiellement la gratuité de l'enseignement primaire public**, signe de la volonté du Gouvernement de poursuivre la politique d'allègement des charges parentales initiée depuis 2002 et pour laquelle il a commencé à s'engager fortement par rapport à l'Éducation pour Tous (EPT).

Par ailleurs, afin de répondre aux enjeux propres à l'éducation de sa jeunesse, la quatrième République de Madagascar, a développé un **Plan Sectoriel de l'Éducation pour la période 2018-2022**, en collaboration avec le ministère de l'Éducation nationale (MEN) ; le ministère de l'Emploi, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle (MEETFP) ; le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (MESu-pReS)<sup>22</sup>.



## MENACES

### LES RETOMBÉES DE LA CRISE DE LA COVID-19 RISQUENT D'ÉLOIGNER PLUS ENCORE LES POPULATIONS LES PLUS PRÉCAIRES D'UN ACCÈS À LA SCOLARISATION

À l'heure actuelle, la population malgache est encore majoritairement rurale (78 % de la population totale)<sup>23</sup>. Or, comme évoqué plus haut, **les inégalités d'accès à la scolarité sont aussi fortement marquées en faveur du milieu urbain** et des familles les plus aisées. Des analyses plus récentes montrent que la **population rurale continue malgré tout d'augmenter** en raison d'une croissance rapide de la population (avec un taux de fécondité de 5,2 enfants par femme à la campagne contre 2,7 en ville), mais également du fait de migrations en provenance de zones urbaines, causées notamment par les pertes d'emplois du secteur formel et des crises politiques récentes. Dans ce contexte, il est important de noter que **parmi les enfants âgés de 5 à 17 ans, la moitié travaille déjà**<sup>24</sup>.

Dans ce contexte, le projet Ressources éducatives devra anticiper les risques de non atteinte de ces populations dont la précarisation risque d'aller croissant, et pour qui un accès aux livres est subordonné à l'accès premier à des moyens de survie de base.

21 Ministère de l'intérieur et de la décentralisation, « Plan National de Développement de Madagascar 2015-2019 », 2015, p. 60 : [https://www.pseau.org/outils/ouvrages/mid\\_plan\\_national\\_de\\_developpement\\_de\\_madagascar\\_2015\\_2019\\_pnd\\_2015.pdf](https://www.pseau.org/outils/ouvrages/mid_plan_national_de_developpement_de_madagascar_2015_2019_pnd_2015.pdf)

22 Plan sectoriel de l'éducation (2018-2022) : pour une éducation de qualité pour tous garantie du développement durable, 2017 : <https://www.education.gov.mg/wp-content/uploads/2018/10/PSE-narratif.pdf>

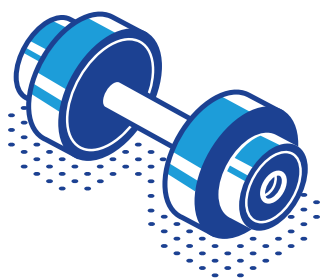
23 <https://www.mg.undp.org/content/madagascar/fr/home/countryinfo.html>

24 <https://www.unicef.org/madagascar/mics2018>



## STATUTS, FONCTIONS ET DOMAINES D'EMPLOI DU FRANÇAIS

Le français, langue officielle du pays avec le malagasy, est issu d'une histoire tumultueuse de l'État avec la colonisation. Peu parlé par une majorité de la population, le français représente néanmoins, pour le pays, un vecteur d'ouverture économique et culturelle à l'internationale et, pour la population, une des deux langues officielles de l'apprentissage et un vecteur de distinction et d'ascension sociale.



### FORCES

**MALGRÉ LA PRÉSENCE DE NOMBREUX PEUPLES ET LANGUES SUR LE TERRITOIRE, LE FRANÇAIS FAIT PARTIE DES DEUX LANGUES OFFICIELLES. IL EST NOTAMMENT UTILISÉ PAR LE GOUVERNEMENT ET DANS L'ENSEIGNEMENT** Madagascar est une société fondamentalement pluriculturelle, qui tire son héritage de peuples venus de divers horizons (Afrique, Sud-Est asiatique, Indonésie, Proche-Orient, Europe, etc.). Ce pays de **plus de 24 millions d'habitantes** compte **18 sociétés distinctes ou nations autochtones**, parlant des langues austronésiennes ; et trois minorités : les Karanes (origine indo-pakistanaise), les Sinoas (origine chinoise) et les Vazahas (origine européenne majoritairement française). Le territoire est divisé en six provinces et 22 régions regroupant des districts, eux-mêmes constitués de communes. Dès lors, la population

malgache se caractérise par **sa grande diversité**. Elle présente néanmoins une langue commune formalisée, **le malagasy**, dérivée de certaines langues austronésiennes. Avec lui, **le français est la deuxième langue officielle du pays**. C'est également **la langue des affaires, de l'administration, de l'enseignement supérieur**.



### FAIBLESSES

**DANS LES FAITS : UNE LANGUE PEU PARLÉE À LA SUITE DE POLITIQUES PUBLIQUES CONTRADICTOIRES**

En pratique, le français n'est parlé que par environ **un cinquième de la population**. Seul-es les lettrés le maîtrisent réellement. Selon les estimations du Haut Conseil de la Francophonie pour 2003, 88 000 Malgaches (soit 0,57 % de la population) sont exclusivement francophones, **15,87 % le pratiquent occasionnellement et 83,61 % ne maîtrisent que le malgache**<sup>25</sup>.

Cette situation peut s'expliquer par un **enchaînement de politiques linguistiques contradictoires** depuis l'obtention de l'indépendance du pays en 1960. L'influence du mouvement contestataire étudiant de 1972, porteur d'un désir de révolution nationaliste passe notamment par la « **malgachisation** » du pays afin de détrôner la suprématie du français, langue de la colonisation. Le gouvernement s'attache alors à créer une nouvelle langue malgache commune en assimilant au

25 Selon le rapport 2002-2003 du Haut Conseil de la Francophonie : [http://www1.rfi.fr/actufr/articles/059/article\\_31819.asp](http://www1.rfi.fr/actufr/articles/059/article_31819.asp)



© CC Flickr

malagasy issu de la langue merina des éléments issus des autres dialectes et en malgachisant des concepts français.

À cette époque, la population augmente fortement : **de 1974 à 1980, la population scolarisée a doublé**. Une génération d'enseignant-es formé-es rapidement entre en poste dans les écoles pour combler le manque. À cause du manque de moyens, de l'ampleur et de la rapidité des réformes, le niveau scolaire baisse drastiquement dans les écoles publiques, notamment la maîtrise du français. Le pays connaît en même temps **une grave crise économique** qui fait, pour une grande partie de la population, de cette période de malgachisation une période de récession. **Au début des années 90, l'Assemblée nationale finit par restaurer le français comme langue d'enseignement au même titre que le malagasy.**

Depuis 2004, avec l'article 15 de la Loi n°2004 - 004, il est précisé que « les écoles et les établissements d'enseignement et de formation sont appelés à donner aux apprenant-es les moyens de **maîtriser la langue malagasy et deux langues étrangères au moins** »<sup>26</sup>. Dans les faits, le malagasy est la langue d'enseignement au cours des deux premières années du primaire, et **le français est enseigné comme langue étrangère dès la première année du primaire**. À partir de la 3<sup>e</sup> année, le calcul, la géographie et les connaissances usuelles sont enseignés en français. Néanmoins, souvent, pour mener à bien leurs cours, les enseignant-es doivent avoir recours au bilinguisme. **Les explications se font en malagasy, mais le résumé, les évaluations, et les manuels sont en français**<sup>27</sup>.

26 Loi n° 2004-004 portant orientation générale du système d'éducation, d'enseignement et de formation à Madagascar : [http://www.ilo.org/dyn/natlex/natlex4.detail?p\\_lang=fr&p\\_isn=69072&p\\_country=MDG&p\\_classification=09](http://www.ilo.org/dyn/natlex/natlex4.detail?p_lang=fr&p_isn=69072&p_country=MDG&p_classification=09)

27 « La langue française en recul à Madagascar », Le Monde, 2016 : [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/11/24/a-madagascar-la-langue-francaise-en-recul\\_5037231\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/11/24/a-madagascar-la-langue-francaise-en-recul_5037231_3212.html)



## OPPORTUNITÉS

### LE FRANÇAIS REPRÉSENTE UNE OUVERTURE VERS L'EXTÉRIEUR ET UN VECTEUR D'ASCENSION SOCIALE

Le français est la langue d'échange entre Madagascar et les pays étrangers. En 1989, le pays accède définitivement à l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) et il accueille dans ce cadre en 2018 le XVI<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie. Le français demeure donc la **langue par excellence de l'administration** et est présent dans de nombreux domaines : **les médias (presse, télévision, radio), les commerces, le tourisme...** Sans être indispensable à la vie quotidienne d'une grande part de la population, **sa maîtrise est un vecteur nécessaire d'ascension sociale et professionnelle.**



## MENACES

### LA LANGUE DE L'ÉLITE : UNE LANGUE QUI VIENT INCARNER ET MANIFESTER DES INÉGALITÉS STRUCTURELLES

**Durant la période de malgachisation, les inégalités se sont creusées, notamment dans le rapport à la langue.** Les familles les plus aisées ont mis leurs enfants dans les structures privées qui continuaient d'enseigner en fran-

çais. « On a constaté une baisse du niveau général. La maîtrise du français est devenue un élément de stratification sociale », déclare, à ce sujet, la socio-linguiste Vololona Randriamarotsimba<sup>28</sup>. **Le français est d'ailleurs resté l'unique langue d'enseignement à l'université. Le plafond de verre linguistique s'en est trouvé renforcé.**

Aussi, on observe un lien significatif entre la pratique du français à la maison et le **niveau socio-économique des élèves**. Quelle que soit la zone géographique, à l'exception d'Antsirana, les élèves qui déclarent que le français est parlé au sein de la cellule familiale sont plus souvent issues de milieux favorisés. Les élèves qui fréquentent les écoles urbaines parlent davantage le français dans leur famille que leurs camarades ruraux des provinces de Mahajanga, de Toamasina et de Tolaria. **Enfin, la pratique du français au sein de la cellule familiale semble favorablement liée aux performances des élèves en lecture et en mathématiques**, au niveau national et dans la majorité des zones éducatives. Les écarts de performance sont particulièrement élevés dans les zones de Toamasina et de Toliara, soit les deux zones où la très grande majorité des élèves déclare ne pas parler français<sup>29</sup>.

Dans l'optique de diversifier **et généraliser l'accès à la littérature jeunesse dans la population malgache, sans exclure les parents** et les familles de cette démarche, il semble donc indispensable de développer des ressources écrites en malagasy, ou bilingues – comme des imagiers bilingues – sans quoi le **projet risque de ne pouvoir atteindre qu'un public déjà sensibilisé** à ce sujet, puisqu'issu de la population la plus favorisée.

28 [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/11/24/a-madagascar-la-langue-francaise-en-recul\\_5037231\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/11/24/a-madagascar-la-langue-francaise-en-recul_5037231_3212.html)

29 PASEC, 2017, *ibid.*, p. 71.





A young girl with dark hair tied back, wearing a colorful striped polo shirt, sits at a wooden desk in a classroom. She is holding a book titled 'KINGAVO SA' which features an illustration of a woman and a child. The book cover also includes the text 'MEN' and 'TSY AZO AMIDY'. In the background, there are rows of wooden desks and a whiteboard. The overall scene is brightly lit, suggesting a sunny day.

# ÉTAT DES LIEUX DES CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES LOCALES



**En dépit de faibles moyens institutionnels, d'un cadre législatif insuffisant, et d'un *turn over* relativement important des ministres, l'administration culturelle malgache donne aujourd'hui des signaux favorables au secteur du livre et de la lecture publique. Celui-ci bénéficie depuis le début de 2020 d'un établissement public à caractère administratif doté d'un budget autonome, en charge notamment des questions du livre et de la lecture publique à un niveau national. Cette nouvelle structuration administrative, déconcentrée au niveau des 22 régions, pourrait permettre au projet Ressources éducatives de garantir une politique d'acquisition d'ouvrages jeunesse régulière structurante pour le secteur.**

**Du côté éducatif, le projet Ressources éducatives s'avère cohérent avec la politique sectorielle en vigueur, et s'insère dans un calendrier favorable à l'heure de la révision des *curricula* des enseignant-es et des ressources pédagogiques. Le PSE 2018-2022 prévoit notamment la mise en œuvre de « coins lecture » dans les salles de classe. Mais dans la réalité, les faibles ressources dédiées au secteur éducatif, et en particulier à l'éducation primaire, se traduisent par une formation très insuffisante des enseignant-es et un nombre très faible de bibliothèques dans les établissements scolaires publics.**

## CADRE NATIONAL ET LÉGISLATION SUR LE LIVRE ET LES BIENS CULTURELS



### FORCES ET

### OPPORTUNITÉS

#### UNE RÉCENTE RÉORGANISATION INSTITUTIONNELLE FAVORABLE AU SECTEUR DU LIVRE ET DE LA LECTURE PUBLIQUE

En janvier 2019, à la suite d'un nouveau remaniement ministériel, le ministère de la Culture et celui de la Communication ont fusionné, avec Mme Lalatiana Andriatongarivo Rakotondrazaf, proche des milieux artistiques malgaches, à sa tête. Constatant que le secteur du livre était un sujet transversal dispersé entre plusieurs services du ministère, la nouvelle ministre de la Communication et de la Culture, porte-parole du gouvernement, a proposé un plan de réorganisation et de fusion des services afin de **centraliser la gestion du livre**.

C'est dans cet objectif qu'en février 2020 a été validé le décret n°2020-164 sur l'organisation et le fonctionnement de la **Bibliothèque Nationale de Madagascar** (BNM). Cette nouvelle structure, ayant le statut d'Établissement Public à caractère Administratif, est rattachée au ministère de la Communication et de la Culture (MCC). L'article 4 du décret stipule que la BNM « a compétence sur tout le secteur du livre, sur tout le territoire national et

international ». Les objectifs sont définis à l'article 6. Il s'agit « **de promouvoir la chaîne du livre et la lecture publique, de conserver, de promouvoir et de diffuser le patrimoine documentaire, et enfin de réguler le secteur du livre**<sup>30</sup>. »

Cet établissement dispose d'un budget annuel de 500 millions d'ariaty (111 130,43 €) pour le domaine du livre et de la lecture. Il est actuellement piloté par un jeune directeur apprécié des acteur-ices du privé : M. Andrianjaka H. Raonison. Il dirigeait le réseau des Centres de Lecture, d'Information et de Culture (CLIC) et représentait l'association Trait d'Union France Madagascar et il souhaite faire de la BNM une interface entre les différent-es acteur-ices de la chaîne du livre et les partenaires techniques et financier-es. **Son plan d'actions 2020** est articulé en plusieurs objectifs : « développer le secteur du livre et de la lecture publique » notamment par l'identification des bibliothèques existantes, l'organisation d'animations et la formation de bibliothécaires et d'animateurs, « former la chaîne du livre » et « promouvoir la chaîne du livre ». Il s'est donné pour mission de **développer et de coordonner les centres de lecture publique** issus des différents réseaux malgaches et de mettre en place un **politique d'acquisition d'ouvrages malgaches** pour soutenir les acteur-ices du livre. La **commande publique en littérature jeunesse semble être une condition de réussite du projet**, dans un pays où il ne sera pas possible de compter uniquement sur l'achat familial volontaire **pour pérenniser la filière du livre jeunesse**.

**La compétence du livre a été déconcentrée sur les 22 directions régionales** du MCC. La ministre a aussi pour feuille de route de mettre en place des **maisons de la communication et de la culture** dans chaque province. Ces maisons de la culture accueilleront

30 [https://fr.unesco.org/creativity/sites/creativity/files/decret\\_ndeg\\_2020-164.pdf](https://fr.unesco.org/creativity/sites/creativity/files/decret_ndeg_2020-164.pdf)



© 2016 – CC Global Partnership for Education – GPE/ Carine Durand

chacune un·e agent·e de la Bibliothèque nationale en charge de la politique du livre dans les provinces. Certaines maisons de la culture seront dotées « entre autres d'une salle informatique, une salle de lecture, une salle de conférence, une grande salle de spectacle de plus de 500 places et un espace pour les journalistes<sup>31</sup>. » Actuellement, **une cartographie des acteur·ices du livre dans chacune des 22 régions est en cours de réalisation** par la BNM. La mise en place de cette nouvelle organisation est de bon augure pour la réussite du projet.

Enfin, autre point fort pour Madagascar, le pays applique une **politique fiscale favorable aux livres** et au matériel éducatif, qui **sont exemptés de TVA**.



## FAIBLESSE



## ET MENACES

### UN CADRE LÉGISLATIF INSUFFISANT ET DES REMANIEMENTS MINISTÉRIELS FRÉQUENTS

Malgré le levier fiscal mis en place, **le cadre législatif en matière de livre et lecture publique à Madagascar est faible.**

**Au niveau international, le pays n'a pas, pour le moment, ratifié plusieurs accords internationaux** majeurs dont : la Convention universelle sur le droit d'auteur du 24 juillet 1971 ; les accords de Beyrouth du 10 décembre 1948 sur la circulation internationale du matériel audio et visuel à caractère éducatif, scientifique et culturel ; la Convention universelle sur le droit d'auteur avec la Déclaration de Genève, le 6 septembre 1952 ; le protocole de Nairobi sur l'importation d'objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel, le 26 novembre 1976. Le pays a, en revanche, ratifié **en 2016 l'accord de Florence**, qui lui permettent **l'exonération des taxes de douanes pour l'importation des livres ou des objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel.**

**Au niveau national, l'absence d'un appareil législatif clair ne permet pas** aux acteur·ices de la chaîne du **livre d'avoir un cadre de régulation veillant à l'équilibre entre les professionnel·les** du livre – de la protection de la propriété littéraire jusqu'aux enjeux du prix du livre et de la distribution – et permettant ainsi le développement harmonieux du secteur. **La dernière politique culturelle date de 2005.**

31 « Ministère de la Communication et de la Culture - Une province, une Maison de la culture », *La vérité*, 2019 : <https://laverite.mg/politique/item/8436-minist%C3%A8re-de-la-communication-et-de-la-culture-une-province-une-maison-de-la-culture.html>



© CC Geoleval

Dans les textes de loi, la mention d'une prémisses de politique malgache du livre apparaît néanmoins dès 2008. L'article 19 du décret n°2012-1008 stipule même que l'« État encouragera par des mesures appropriées une politique nationale en matière de traduction qui visera à rendre accessible en malagasy les textes littéraires et scientifiques étrangers et à rendre disponible au-delà des frontières nationales, dans d'autres langues, les œuvres en langue malgache<sup>32</sup> », et planifie l'allocation d'un budget au développement de la chaîne du livre. Cependant, l'État semble jusqu'à aujourd'hui avoir du mal à mettre les moyens nécessaires au service de cette politique. **Selon le ministre, une loi sur le livre serait actuellement à l'étude** entre les deux chambres et pourrait

voir le jour dans les mois à venir.

Enfin, un dernier risque est celui de **l'instabilité des ministres**, qui sont renouvelés très régulièrement à Madagascar : le gouvernement en place, dans une logique de « contractualisation » avec ses ministres – qui sont évalués fréquemment – n'hésite pas à user de remaniements réitérés si des objectifs à court/moyen terme ne sont pas atteints.

Ainsi des axes de plaidoyers se dessinent pour Madagascar, au niveau opérationnel, budgétaire et législatif. Il sera aussi nécessaire d'identifier des stratégies de compensation face au *turn over* des dirigeant-es, en identifiant des interlocuteur-ices pérennes, à des niveaux intermédiaires.

32 [http://www.axl.cefap.ulaval.ca/afrique/madagascar-lois\\_div.htm#D%C3%A9cret\\_n%C2%B0\\_2012-1008\\_portant\\_politique\\_malgache\\_du\\_livre\\_\(2012\)](http://www.axl.cefap.ulaval.ca/afrique/madagascar-lois_div.htm#D%C3%A9cret_n%C2%B0_2012-1008_portant_politique_malgache_du_livre_(2012))

## PRISE EN COMPTE DES ENJEUX LIÉS AU LIVRE ET À LA LECTURE PAR LA COMMUNAUTÉ ÉDUCATIVE

À Madagascar, seules 23 % des enfants de 7 à 14 ans répondent aux critères de compétence de base en lecture. Le pays est donc à un taux bien en deçà de l'ODD 4.1.1<sup>33</sup>, qui vise à ce que, d'ici 2030, tous-tes les filles et garçons aient suivi un cycle complet d'enseignement primaire et secondaire gratuit et de qualité. Dans ce contexte, le plan sectoriel d'Éducation PSE 2018-2022 a notamment pour objectifs de définir la politique linguistique éducative, la politique du livre et de mobiliser tous-tes les acteur-ices de l'éducation. La révision du curriculum des enseignant-es, actuellement en cours, est au cœur de la réforme. Elle prévoit, aussi, une remise à niveau des manuels scolaires à partir de 2021, ainsi que la mise en place de « coins lecture » dans les salles de classe. **La mise à disposition de livres de littérature jeunesse est actée dans le PSE. Le projet Ressources éducatives est ainsi pleinement pertinent avec le plan sectoriel en cours.** Cependant, les faibles ressources dédiées au secteur éducatif et en particulier à l'éducation primaire, à Madagascar, se traduisent par **une formation insuffisante des enseignant-es et un nombre très faible de bibliothèques dans les établissements scolaires publics.**



## OPPORTUNITÉS

### UN PROJET RESSOURCES ÉDUCATIVES PERTINENT AVEC LE PLAN SECTORIEL EN COURS...

On trouve sur le territoire 43 559 établissements scolaires, allant du niveau préscolaire au lycée, dont **67 % sont publics, soit 29 060 établissements publics**<sup>34</sup>. Le gouvernement, malgré ses efforts, peine à faire face à la pression démographique qui s'exerce sur l'institution scolaire.

Actant à la fois les enjeux propres au domaine de l'éducation et les déficiences corrélées sur son territoire, **Madagascar a mis, depuis plusieurs années, la politique éducative au cœur de ses réformes gouvernementales.** Dans cette dynamique, le **PSE 2018-2022** a été développé en collaboration avec les trois ministères en charge de l'éducation : le ministère de l'Éducation nationale (MEN), le ministère de l'Emploi, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle (MEETFP), le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (MESupReS)<sup>35</sup>. Son objectif affiché est la progression de tous les indicateurs pour l'atteinte des ODD4.

33 MICS 6 (2018) – Madagascar, p. 488 : <https://weshare.unicef.org/archive/Rapport-principal-MICS2018-2AM408PUOUQU.html>

34 MICS 6 (2018) – Madagascar, *ibid.*

35 PASEC, 2017, *ibid.*

Parmi les objectifs du programme, il est prévu de **définir la politique linguistique éducative**, et définir **la politique du livre**, et mobiliser tous les acteurs de l'éducation, en particulier les enseignant-es, en **faveur de la réforme des curricula**<sup>36</sup>.

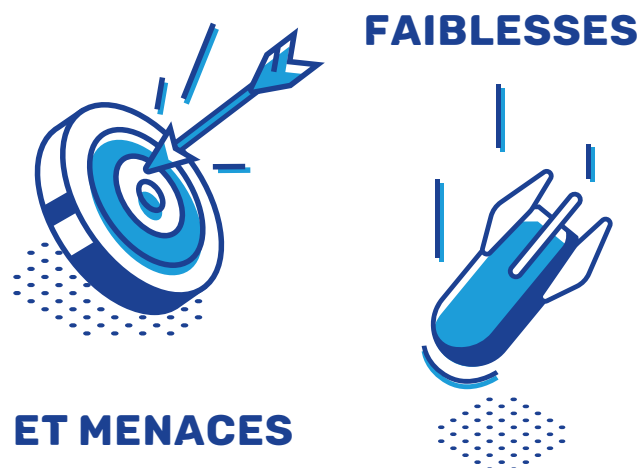
**La révision du curriculum des enseignant-es**, actuellement en cours, **est au cœur de la réforme**. Au sein du MEN, et de la Direction générale de l'Éducation Fondamentale et de l'Alphabétisation (DGEFA), **la Direction des Curricula et des Intrants (DCI)** conçoit les curricula et **supervise les productions de ressources éducatives**. Elle est composée d'un service de Développement des Curricula et d'un service des Matériels Didactiques et des Intrants<sup>37</sup> qui sont dédiés à l'organisation des curricula, la production et gestion des ressources éducatives, et leurs diffusions dans les écoles. Il ressort des entretiens qu'à **partir de 2021, les manuels et matériels didactiques seront actualisés** conformément aux nouveaux programmes. Selon le PSE, les manuels et les guides pour enseignant-es seront distribués. Ces guides seront conçus par des éditeur-ices ou auteur-ices privé-es, mais validés par la DCI. Quant à l'impression, elle se fera par voie d'appel d'offre à l'endroit d'éditeur-ices nationaux-ales et/ou étranger-es. Le transport et l'acheminement vers les écoles pourront être confiés soit à des organismes partenaires soit à des prestataires de service privés.

#### **...QUI PRÉVOIT NOTAMMENT LA MISE EN ŒUVRE DE COINS LECTURE DANS LES ÉCOLES AINSI QUE LA MISE À DISPOSITION DE LIVRES**

En plus du volet sur les manuels scolaires, **le PSE affirme** : « **Il est également indispensable de disposer d'un coin lecture dans chaque classe** [...], les documents suivants devraient être disponibles dans chaque établissement :

livres de contes, livres de ressources pour l'enseignant, planches pédagogiques, cartes sons, cartes géographiques, cartes économiques, cartes administratives, cartes géologiques, grandes cartes d'images et de vocabulaire, dictionnaires<sup>38</sup>. »

À cet égard, le **ministère a déclaré un intérêt pour le projet Ressources éducatives** et s'est montré ouvert à des échanges **pour intégrer des axes du projet dans les travaux en cours**. Il ressort en outre des entretiens qu'un guide à destination des enseignant-es pour l'installation des coins lecture dans les classes aurait été financé par l'UNICEF, sur lequel il conviendrait de capitaliser.



Le cadre stratégique extrêmement favorable ne doit pas masquer certains points de faiblesse.

#### **DES RESSOURCES INSUFFISANTES DÉDIÉES AU SECTEUR ÉDUCATIF ET EN PARTICULIER À L'ÉDUCATION PRIMAIRE...**

Sur le plan budgétaire, la quasi-totalité des dépenses courantes du secteur éducatif repose sur le financement étatique qui dépend en premier lieu des **recettes fiscales**. Or, rapportées au PIB, **celles-ci sont nettement plus faibles à Madagascar que dans les pays à ni-**

36 Idem

37 <https://www.education.gov.mg/lequipe-ministerielle/mission-et-organisation-du-ministere/>

38 PSE, *ibid.* p.109



**veau de richesse comparable** : 11,4 % contre 16,4 %<sup>39</sup>. Le fait que l'économie malgache soit dominée par les activités informelles (environ 93 %) explique en grande partie la faiblesse des recettes fiscales.

En proportion, le budget alloué à l'éducation à Madagascar est en réalité en-dessous de la moyenne des pays de la région. **L'enseignement primaire concentre 42,2 % des dépenses courantes allouées au secteur de l'éducation. Cette part reste toutefois inférieure à la moyenne observée pour les pays d'Afrique de niveau de revenu comparable (51,1 %) <sup>40</sup>.**

Ainsi, le rapport PASEC 2017 indique qu'en 2015, **18 % des élèves n'avaient aucun manuel de lecture, 17,2 % étaient dans des classes où un manuel par élève était disponible**, 23 % étaient dans des classes où un manuel pour deux élèves était disponible et 41,9 % étaient dans des classes où un manuel pour trois élèves et plus était disponible<sup>41</sup>.

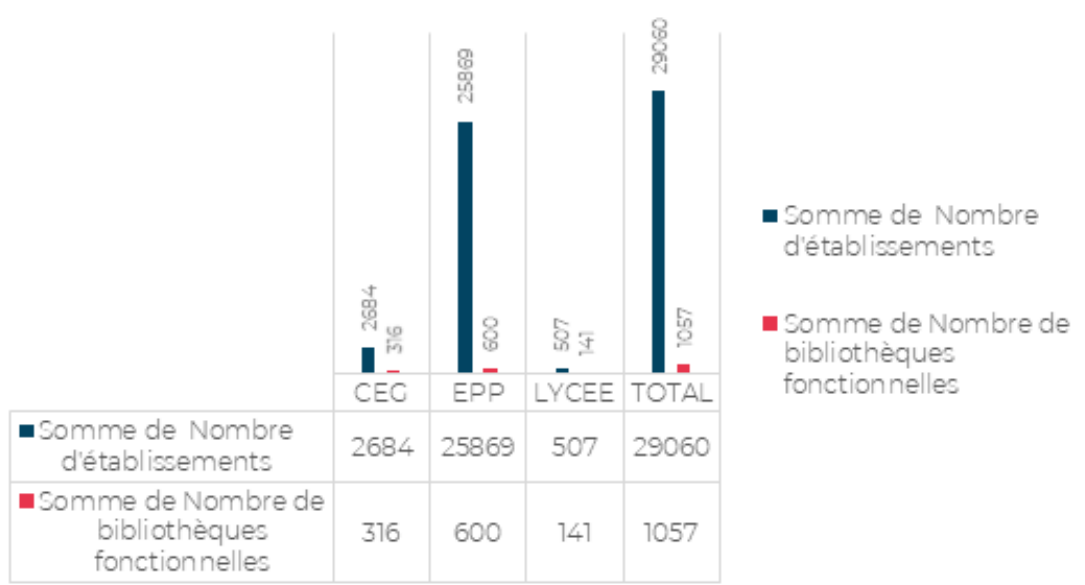
Or, pour une part significative des élèves, **la salle de classe est le seul espace de rencontre possible avec les livres.**

**...QUI SE TRADUISENT PAR UN NOMBRE TRÈS FAIBLE DE BIBLIOTHÈQUES SCOLAIRES...**

Cette faiblesse de ressources est répercutée sur la politique des bibliothèques scolaires. Uniquement **2 % des établissements primaires publics et 12 % des collèges publics sont équipés de bibliothèques scolaires.** Ce chiffre monte à 28 % pour les lycées publics.

Aujourd'hui, le ministère identifie **1057 bibliothèques scolaires fonctionnelles**<sup>42</sup> sur le territoire. En moyenne, on observe que seuls **3 % des établissements publics sont dotés** de bibliothèques et en capacité de proposer des ressources éducatives et culturelles aux scolaires. Ce chiffre illustre les très faibles moyens octroyés par le ministère aux ressources documentaires, autres que les manuels scolaires, contribuant aux apprentissages.

## ÉTABLISSEMENTS ÉQUIPÉS EN BIBLIOTHÈQUES À MADAGASCAR



39 <https://www.oecd.org/fr/pays/madagascar/statistiques-recettes-publiques-afrique-madagascar.pdf>

Comparaison avec 30 pays d'Afrique. L'étude complète est disponible ici : <https://www.oecd-ilibrary.org/docserver/14e1edbi-en-fr.pdf>

40 PASEC, 2017, *ibid.*, p. 8. Les pays comparés sont le Kenya, les Comores, le Mozambique, le Rwanda, le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso, le Niger, Madagascar, le Cameroun et la Rép. dém. du Congo. Zimbabwe République d'Afrique centrale

41 PASEC, 2017, *ibid.*, p. 81.

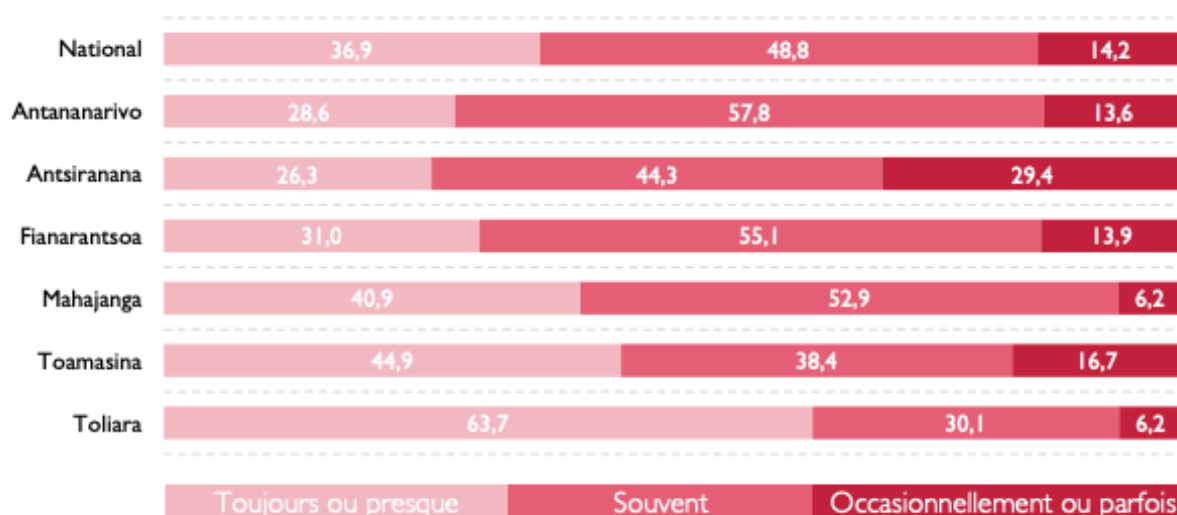
42 Chiffres transmis par le ministère de l'Éducation

### ...ET UNE FORMATION INSUFFISANTE DES ENSEIGNANT-ES

À ce manque de moyen s'ajoute le constat d'une **formation insuffisante des enseignant-es, mais qui varie en fonction de leurs statuts**. Il existe quatre catégories d'enseignant-es du public : les enseignant-es fonctionnaires, les enseignant-es contractuel·les, les enseignant-es non-fonctionnaires subventionné·es par l'État, et les enseignant-es non-fonctionnaires non subventionné·es par l'État, recruté·es par les collectivités locales pour faire face à la demande (aussi appelé·es « Maîtres FRAM »). **Ces enseignant-es ne bénéficient pas des mêmes opportunités de formation**. Les enseignant-es fonctionnaires bénéficient en majorité d'une formation initiale

organisée de 889 h de formation en présentiel complétée par des stages. À défaut d'une formation initiale, les autres peuvent bénéficier de sessions de formation continue, sans, néanmoins, que le contenu de cette formation soit réellement encadré et régulé ou harmonisé à échelle nationale. Or, les enseignant-es non-fonctionnaires représentent désormais 80 % des effectifs<sup>43</sup>. Cette situation est le résultat d'un recrutement croissant pour faire face à la demande en scolarisation, et aux difficultés budgétaires de l'État après la crise de 2009. Parallèlement, **le nombre de fonctionnaires est en baisse constante** du fait de départs à la retraite de plus en plus nombreux et en **l'absence de nouveaux recrutements entre 2006 et 2012**<sup>44</sup>.

## RÉPARTITION DES ÉLÈVES SELON L'UTILISATION DÉCLARÉE DU FRANÇAIS PAR L'ENSEIGNEMENT DANS UNE JOURNÉE DE CLASSE



Source : PASEC, 2017, p. 87

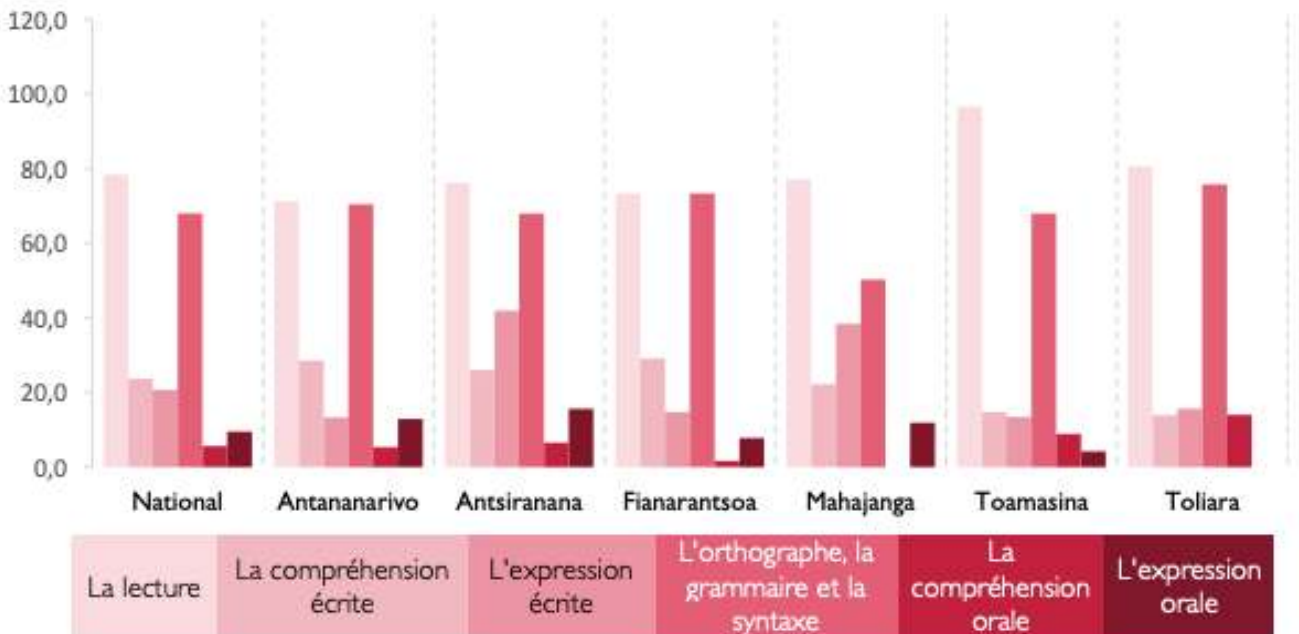
43 PASEC, 2017, *ibid.*, p. 19

44 PASEC, 2017, *ibid.*, p. 16

Il existe également des variations de niveaux de formation des enseignant-es selon leur localisation. Ainsi, celles/ceux qui n'ont bénéficié d'aucune formation initiale représentent 41,4 % du corps enseignant à Antananarivo contre 73,2 % à Fianarantsoa. **La majorité des élèves de fin de primaire est encadrée par des enseignant-es qui n'ont bénéficié d'aucune formation professionnelle initiale.** En ce qui concerne l'encadrement des enseignant-es à la suite de leur recrutement,

une étude de 2011 de l'UNICEF indique une moyenne d'un-e conseiller-e pédagogique pour 100 enseignant-es. **L'augmentation des effectifs d'élèves, la fragilité du dispositif de formation initiale et/ou continue pour les enseignant-es, l'insuffisance de leur encadrement et la précarité de leur statut impactent nécessairement la qualité de l'éducation prodiguée.**

### RÉPARTITION DES ÉLÈVES SELON DEUX OBJECTIFS PRINCIPAUX EN LECTURE CHOISIS PAR L'ENSEIGNANT·E



Source : PASEC, 2017, p. 89

Par ailleurs, dans les pratiques d'enseignement, **la lecture est souvent pratiquée en français, et associée à l'orthographe, la grammaire et la syntaxe**<sup>45</sup>. Un des enjeux du projet Ressources éducatives serait aussi **de**

**développer l'usage de la littérature jeunesse dans une approche plurifonctionnelle**, valorisant les expressions et les réflexions induites sur des leçons de vie.

45 PASEC, 2017, *ibid.*, p. 89

### UN DÉSINTÉRÊT LATENT POUR LA LITTÉRATURE JEUNESSE

Le 13 février 2014, le MEN et l'Association des Éditeurs de Madagascar (AEdiM) ont signé un protocole d'accord pour la mise en place **d'une liste de livres de lecture agréés en primaire**. Cette liste est composée de 26 titres édités par quatre maisons d'édition en malagasy et en bilingue français/malagasy<sup>46</sup>. L'enjeu était de « [contribuer] à l'instauration d'une attitude de lecteur dès le plus jeune âge ainsi qu'à l'acquisition de la maîtrise des langues d'enseignement : le malagasy et le français<sup>47</sup> ». Cette bibliographie, élaborée par les éditeur-ices malgaches et à leur initiative, a été soumise à l'agrément de l'administration éducative mais serait restée, selon les acteur-ices du privé, lettre morte. Elle n'aurait pas été communiquée aux établissements, aucune impulsion institutionnelle n'aurait été donnée.

De la même façon, il ressort des entretiens que **la politique sur les « coins lectures »** dans les salles de classe, pourtant inscrite dans le PSE, **ne semblait pas connue du MEN**. Vraisemblablement, face aux contraintes budgétaires, un travail de plaidoyer devra être mené afin que la littérature jeunesse soit considérée comme une priorité et un vecteur d'apprentissage.

**Au total, si le projet Ressources éducatives semble pouvoir s'insérer dans la logique de la politique culturelle en cours, du côté éducatif, des ressources pérennes devront être identifiées et sécurisées pour garantir la mise en œuvre effective et durable des coins lectures dans les classes avec des enseignant-es formé-es à la médiation littéraire.**




46 <http://www.aedim.mg/2019/07/15/liste-de-livres-de-lecture-agrees-pour-le-primaire-2013/>

47 Protocole d'accord entre le MEN et l'AEdiM : <http://www.aedim.mg/wp-content/uploads/2019/07/protocole-daccord-AEDIM-MEN-2014.pdf>



A photograph of two young students in a classroom. The student on the left is wearing a white shirt and looking down at a small blackboard they are holding. The student on the right is wearing a pink shirt and looking towards the camera while holding a similar blackboard. Both blackboards have handwritten text in white chalk. The background shows wooden desks and other students in a classroom setting.

# STRUCTURATION DE LA CHAÎNE DU LIVRE À MADAGASCAR

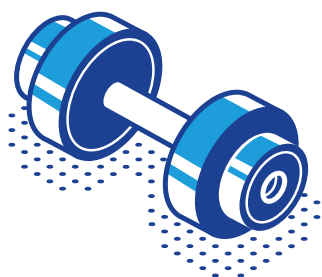
A young boy with short dark hair, wearing a red, black, and white striped sweater, is looking intently at a book he is holding. He is sitting at a wooden table. To his left, another child with dark hair and a pink sweater is partially visible, also looking towards the camera. The background is slightly blurred, showing other people and a bright light source, possibly a window or a lamp, creating a warm atmosphere.

**La chaîne du livre jeunesse à Madagascar est structurée en associations professionnelles représentant l'ensemble de la filière, hormis la diffusion/distribution, globalement peu présente en Afrique. Elle est particulièrement féminisée par rapport aux autres pays du panel, et compte la présence d'acteur·ices privé·es motivé·es. Elle souffre, néanmoins, de nombreuses lacunes : manque de formation des auteur·ices jeunesse, coûts des intrants pour la fabrication des ouvrages, fléau des dons de livres venus de l'étranger, librairies concentrées dans la capitale, absence de réseau de diffusion, compte tenu d'un marché trop restreint, etc.**

**De plus, Madagascar possède le réseau le plus important de lecture publique du panel des pays étudiés. Celui-ci, notamment du fait de partenariats internationaux, tente de répondre à la problématique de la diffusion du livre dans le pays, malgré sa fragmentation et le manque de ressources chronique auquel il se confronte. Enfin de nombreuses ONG sont actives à Madagascar et se mobilisent notamment sur l'accès à la lecture des populations les plus exclues. Ces acteur·ices associatif·ves, malgré leur peu de coordination, seront de bons relais sur l'ensemble du territoire.**

## NIVEAU DE STRUCTURATION DES ACTEUR·ICES PRIVÉ·ES DE LA CHAÎNE DU LIVRE JEUNESSE

Depuis le début des années 2000, **plusieurs associations ont émergé, structurant la chaîne du livre**. Mais chaque maillon rencontre des difficultés, et en l'absence d'une politique du livre régulatrice pour le secteur, celui-ci peine à se coordonner pour se développer. La production de livres locaux doit aussi faire face à **la concurrence des importations et à une pratique incontrôlée des dons de livres, qui entravent le développement de l'édition locale**. Pourtant, **le secteur de la littérature jeunesse est perçu comme un domaine particulièrement porteur**, où la demande va croissante, ce qui laisse espérer des opportunités de développement dans les années à venir.



### FORCES

#### MADAGASCAR DISPOSE D'UNE CHAÎNE DU LIVRE JEUNESSE RELATIVEMENT STRUCTURÉE

L'ensemble des acteur·ices de la chaîne sont organisés en associations professionnelles. Les principales associations sont les suivantes :

- **AEdiM**, l'Association des Éditeurs de Madagascar, créée en 2010, regroupe les neuf

principaux éditeurs malgaches. Ses objectifs sont de rendre visible et valoriser l'édition locale, de professionnaliser le métier, de rendre accessibles les connaissances à toute la population du territoire. Cette association milite contre le don du livre et réalise des études régulières sur l'impact du don de livres en identifiant les principaux·ales acteur·ices.

- **AILF**, l'Association Internationale des Libraires Francophones, qui compte parmi ses membres 9 librairies de Madagascar (8 à Antananarivo et 1 à Tamatave<sup>48</sup>). Elle a permis d'organiser de nombreuses rencontres interprofessionnelles. Par exemple, elle a été à l'initiative de celle du 7 juin 2017 à l'Institut français de Madagascar, autour de la thématique « La chaîne du livre et ses équilibres économiques<sup>49</sup>. »
- **ALM**, l'Association des Libraires de Madagascar voit le jour en 2003 et rassemble une dizaine de membres présents sur tout le territoire. Cette association a lutté pour la détaxation du livre et une professionnalisation du métier. Elle a organisé les Salons du Livres 2017 et 2018.
- **Faribolana Sandraatra**, une association d'autrices et d'auteurs de poésie créée en 1989, qui compte aujourd'hui 23 membres, et œuvre à la promotion de la littérature malgache.
- **FMTF, Fikambanan'ny Mpampianatra Teny Frantsay** : l'association malgache des professeurs de français a vu le jour en 1979, durant la période de la malgachisation de l'enseignement. La FMTF a pris de l'ampleur par la création de bureaux régionaux dans les chefs-lieux des anciennes provinces.

48 <https://www.librairesfrancophones.org/oceanindien-libraires/madagascar.html>

49 « À Madagascar, libraires et éditeurs se rencontrent : "Professionnaliser les métiers" », *Actualitte*, 2017 : <https://actualitte.com/article/24778/librairie-a-madagascar-libraires-et-editeurs-se-rencontrent-professionnaliser-les-metiers>





© Minisiteran'ny Serasera sy ny Kolontsaina

- **Havatsa-Upem** : union des Poètes et Écrivains Malgaches, créée par 15 poètes, écrivains et journalistes en 1952, à Antananarivo, et dont le but est de promouvoir la langue malgache à travers la littérature.
- **UnPRIM**, l'Union professionnelle des Imprimeurs de Madagascar : créée en 1983, elle cherche à promouvoir le secteur des arts graphiques.
- **SYANEL**, Synergie Nationale des Auteurs, Éditeurs et Libraires de Madagascar. Elle a organisé pour les auteur·ices une journée de résidence d'écriture le dimanche 7 octobre 2018 sur le thème : « Écrire un dimanche à la campagne ».

**tions professionnelles.** Ainsi les associations des éditeur·ices, des libraires, des bibliothécaires et des documentalistes sont présidées par des femmes.

**Les auteur·ices et les illustrateur·ices jeunes malgaches sont nombreux·es.** Parmi elles/eux, il est possible de citer : Bearisoa Rakotoniaina, Marie-Michèle Rakotoanosy, Arikaomisa Randria, Marie-Esther Randriatsizafy, Berthine Randriantsizafy Razanadrakoto, Jeanne Ralimahenintsoa, André Rakotorahalahy, Cyprienne Toazara, Jerry Be Vital, etc. Madagascar compte de bon·es illustrateur·ices, actif·ves et formé·es par l'IF notamment dans le cadre de la semaine de la BD.

Il ressort des entretiens que ces structures échangent et collaborent entre elles, en particulier les éditeur·ices et les libraires, même si la collaboration pourrait être davantage régulée. Madagascar se distingue également **par le nombre de femmes présidant les associa-**



© 2020 – UNICEF Madagascar – Abela Ralaivita

**Le secteur éditorial compte une douzaine de maisons d'édition**, dont six qui publient des livres jeunesse. Le dépôt légal enregistre une centaine de titres publiés par an mais 90 % restent des premières éditions. Les principales maisons d'édition sont<sup>50</sup> :

- **Éditions Mixte** : ouverte en 1967 par Jean Razakaso, elle offre une grande panoplie d'ouvrages (éducation, littérature, loisir, analyse politico-socio-culturelle, art, économie) et a participé à la promotion des ouvrages malgaches destinés à toutes les catégories d'âges.
- **Éditions Ambozontany Analamahitsy** : la maison est une des activités des Pères Jésuites à Madagascar. En soixante ans d'existence, elle a publié plus de 300 titres, dont 150 sont encore actuellement en vente. La direction de cette Maison est assurée par une équipe de jésuites. Son objectif consiste surtout à éditer des livres pour le développement humain en promouvant plus spécialement la langue et la culture malgaches.
- **TSIPIKA Editions** : cette maison, créée en 1990, a commencé à investir dans les livres pour enfants, les ouvrages scolaires et parascolaires (ouvrages historiques et mini-livres pour enfants).

- **La Maison d'édition JURID'IKA** a été créée en 2005 pour la publication des ouvrages juridiques. Actuellement, les activités de la société sont structurées autour de trois pôles distincts mais complémentaires, à savoir, l'édition, la diffusion et la librairie.

- **Les éditions Ratsimaholy Lauréat** : créées en 1978, elles éditent et produisent les ouvrages scolaires « Lauréat » traitant toutes les matières pour les classes ainsi que d'autres manuels pédagogiques.

Les maisons d'édition spécialisée jeunesse sont les suivantes :

- **Les Éditions Jeunes Malgaches** : la maison Éditions Jeunes Malgaches a été créée par Prediff (Presse Edition & Diffusion) en octobre 2004. Elle est spécialisée dans les livres pour la jeunesse. Elle compte plus de 57 titres publiés en malagasy, en français et en bilingue français/malagasy. Elle publie des contes traditionnels malgaches et des histoires contemporaines. Les illustrations des livres sont en couleur et typiquement malgaches, facilitant ainsi l'identification des jeunes lecteur·ices aux personnages. En 2007, la maison participe à trois coéditions pour les tout-petits avec deux éditeurs africains. En 2009, elle réalise une prestation d'édition pour l'UNICEF et édite

50 <http://www.aedim.mg/elementor-72/>

13 livres pour le programme pour la petite enfance « Ny zaza no anoratako », un livre de contes pour le centre d'éveil KOZAMA (Kolo Zaza Malagasy) de l'ONG Interaide, un jeu d'images « Sary Fetsy » pour l'Association ASMAE et plusieurs documents pédagogiques pour le projet Promotion de la Francophonie. En 2010, le premier livre de la maison, « Maria Vakansy any Alaotra » est adapté en format numérique. Sa directrice est l'actuelle présidente de l'AEdiM.

- **Trano Printy Fiangonana Loterana Malagasy** : Imprimerie Luthérienne, fondée par la Mission Norvégien en 1877. Il s'agit à la fois d'un éditeur – Imprimeur et Libraire. L'Edition TPFLM a édité toutes catégories de livres dont Culturelles, Scolaires, Roman, Histoire de Madagascar, Contes et légendes, Livres jeunesse. En février 2014, 6 titres pour enfant ont été agréés et recommandés par le MEN de Madagascar pour développer et promouvoir la lecture dans les écoles primaires.

**La quinzaine de librairies est concentrée essentiellement dans la capitale.** Deux librairies possèdent des rayons de littérature jeunesse mais aucune n'est spécialisée uniquement dans ce domaine pour des questions de rentabilité. Les principales sont : la Librairie Millefeuille, Tsipika, Librairie Espace Loisirs, Librairie Luthérienne Antaninarenina, Librairie Luthérienne Select Hôtel, Librairie Luthérienne Esplanade, Librairie CMPL, Librairie Lecture&Loisirs<sup>51</sup>. La Librairie Millefeuille organise régulièrement des cafés littéraires, et a pour ambition de créer la « rentrée littéraire malgache », moment où chaque année, les éditeur-ices malgaches présenteraient leurs livres et auteur-ices dans le cadre de la BNM. Ce projet a été déposé auprès du MCC.

Concernant la diffusion, une convention avec la Poste est prévue en 2021 par le MCC pour permettre la distribution de livres à un tarif subventionné. Une démarche similaire avait été mise en place en 2014 avec un succès mitigé. D'après les entretiens, cette possibilité aurait été peu saisie par les acheteur-euses à l'intérieur du pays.



## FAIBLESSES

### **MALGRÉ TOUT, CHAQUE MAILLON DU SECTEUR RENCONTRE DES DIFFICULTÉS**

**Il ressort des entretiens que les auteur-ices malgaches ne collaborent pas suffisamment avec les éditeur-ices et les libraires.** Ils/elles ne répondraient pas systématiquement aux commandes des éditeur-ices, ne se rendraient pas disponibles pour animer des ateliers pour les scolaires, *a fortiori* si les ateliers sont tenus en français. Au total, **les auteurs.ices jeunesse devraient être mieux formés** pour qu'ils et elles soient en mesure d'assurer l'ensemble des compétences attendues d'elles/eux par les autres acteur-ices de la filière.

**Le secteur de l'édition connaît aussi de nombreux défis.** La difficulté principale du secteur est en effet **le coût des intrants dans la fabrication du livre**, qui sont **importés et fortement taxés à Madagascar**, et représentent 35 à 63 % du prix de revient du livre<sup>52</sup>.

51 <http://www.aedim.mg/les-points-de-vente/>

52 Madagascar : « À force de dons, les gens pensent que le livre ne s'achète pas », *ActuaLitté*, 2016 : <https://actualitte.com/article/30455/interviews/madagascar-a-force-de-dons-les-gens-pensent-que-le-livre-ne-s-achete-pas>

Le secteur éditorial reste dominé par l'édition religieuse en langue malgache. Les tirages se font en moyenne à 500 exemplaires. Les ouvrages édités s'apparentent le plus souvent à des brochures, des fascicules dont la qualité d'impression, **est en dessous des standards internationaux**. De ce fait, ils peinent à faire concurrence aux importations de livres produits en Europe.

**Par ailleurs, la faible production locale pâtit de la concurrence des importations.** Selon l'AEdiM, le nombre de publications a très peu augmenté en 30 ans : en 1982, on recensait 1 549 titres. En 2012, ce chiffre n'a progressé

que jusqu'à 1 786 titres<sup>53</sup>. Cette faible progression peut s'expliquer par **l'absence de réelle professionnalisation des métiers de l'édition et par un marché atrophié**.

En l'absence de toute subvention nationale, les maisons d'édition peinent ainsi à trouver une stabilité économique. **Les modèles économiques des maisons d'édition sont très disparates** : les maisons d'édition confessionnelles bénéficient de ressources provenant des institutions religieuses, les autres cumulent souvent une activité d'imprimeur. Mais globalement, selon l'AEdiM, très peu de maisons d'édition éditeraient à compte d'auteur.

## RÉCAPITULATION DES LIVRES ÉDITÉS À MADAGASCAR

Nombre d'éditeurs recensés: 15 dont 9 membres de l'AEdiM

LANGUE	Malgache	Français	Bilingue	Anglais	Total	%
<b>LES LIVRES</b>						
Manuels scolaires	118	127	11	8	264	15%
Parascolaires	8	4	7	8	27	2%
Litt. Jeunesse	181	48	31		260	15%
Litt. Adulte	69	49	1		119	7%
Culture malgache	90	23	4		117	7%
Livres pratiques	19	9	21		49	3%
Livres religieux	637	62	9		708	40%
Livres technique	46	87	26		159	9%
Livres touristiques		7	2		9	1%
Livres éducatifs	72		2		74	4%
	<b>1 240</b>	<b>416</b>	<b>114</b>	<b>16</b>		
	<b>69,43%</b>	<b>23,29%</b>	<b>6,38%</b>	<b>0,90%</b>		
	<b>TOTAL:</b>		<b>1 786</b>			

Source : Tableau issu du site de l'association AEdiM

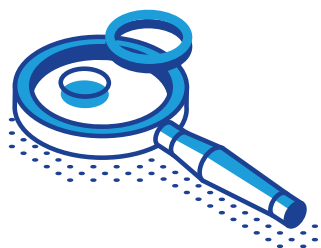


© 2014 - UNICEF Madagascar UN - Ramasomanana

Les librairies doivent s'adapter à ce niveau de production tant qualitativement que quantitativement. **Les principales librairies de la ville vendent essentiellement des livres importés** et se montreraient frileuses pour vendre dans leurs rayons l'édition locale, trop peu attrayante esthétiquement. Mais à l'achat, il faut compter entre 5 et 20 € pour un livre, alors que le salaire moyen est d'environ 36 €<sup>54</sup>. Dans ce contexte, les Malgaches ont tendance à se procurer des livres d'occasion ou à passer par des réseaux informels.

Sans cadre législatif régulateur, **les différent-es acteur-ices de la chaîne** mettent en place des **accords informels entre elles et eux**. Ainsi, il semblerait par exemple qu'en pratique, il soit communément accepté que l'éditeur-ice accorde 20 % de remise au/à la libraire, mais cela reste de l'ordre de la règle officieuse. Les différents rôles n'étant pas formalisés, les relations interprofessionnelles peuvent être conflictuelles. Certain-es déplorent l'absence de lien fédérateur et de cadre qui pourrait fluidifier les relations entre les différents secteurs du livre.

54 Florence Dimani, « Rapport de fin de mission », 2016



## OPPORTUNITÉS

### UN MARCHÉ JEUNESSE POTENTIEL SOUS-EXPLOITÉ

Selon les acteur·ices locaux·ales, si la jeunesse malgache bénéficiait d'actions de sensibilisation à la lecture, le secteur jeunesse pourrait se développer et bénéficier de marges conséquentes. La littérature jeunesse est très demandée, il s'agit **du 2<sup>e</sup> domaine de ventes**

**après la littérature religieuse.** Pour l'AE diM il s'agit d'un secteur qui n'a pas été exploité par les éditeur·ices malgaches et donc les marges de manœuvre sont grandes<sup>55</sup>. Depuis 2004, l'édition de livres pour enfants a connu un essor considérable. De cinquante titres parus en 2004, on en enregistre en 2010 une centaine<sup>56</sup>. Malgré la crise économique de 2009, qui a porté un coup dur à l'édition locale, la production de publications jeunesse est restée stable<sup>57</sup>. La production de livres pour la jeunesse avait augmenté de 30 % en 2012, sous l'impulsion des actions de promotion menées par diverses associations<sup>58</sup>. Cela a permis l'émergence et la subsistance de la maison d'Éditions Jeunes Malgaches, spécialisée dans les livres pour la jeunesse<sup>59</sup>.

55 « Madagascar : "À force de dons, les gens pensent que le livre ne s'achète pas" », *Actualitte*, 2016 :

<https://actualitte.com/article/30455/interviews/madagascar-a-force-de-dons-les-gens-pensent-que-le-livre-ne-s-achete-pas>

56 « Une journée internationale pour la littérature de jeunesse à Madagascar », *TakamTikou*, 2010 :

[https://takamtikou.bnf.fr/vie\\_du\\_livre/2010-07-16/une-journee-internationale-pour-la-litterature-de-jeunesse-a-madagascar](https://takamtikou.bnf.fr/vie_du_livre/2010-07-16/une-journee-internationale-pour-la-litterature-de-jeunesse-a-madagascar)

57 « Promotion de la lecture : la politique nationale du livre, une priorité », *NewsMada*, 2017 : <https://www.newsmada.com/2017/01/20/promotion-de-la-lecture-la-politique-nationale-du-livre-une-priorite/>

58 Ces chiffres sont issus du document rédigé par Marie Michèle Razafintsalama : « Le don de livres à Madagascar. Situation de 2008 à 2012 », p. 8

59 <https://editions-jeunes-malgaches.mg/les-editions-jeunes-malgaches/>



©CC MarcID Flickr



## MENACES

LA PRATIQUE DU DON  
DE LIVRES NE S'AMENUISE  
PAS ET MENACE LE  
DÉVELOPPEMENT DES  
ÉDITIONS LOCALES

La pratique du don de livre par les associations et les ambassades est particulièrement prégnante à Madagascar. Selon une étude menée par Marie-Michèle Razafintsalama en 2012, ce phénomène, qui existe depuis une quarantaine d'années à Madagascar, a eu tendance à s'intensifier avec la crise économique de 2009. **Les donateur·ices sont essentiellement des entités françaises.** Selon le service des Douanes, les importations de livres faites par les professionnel·les ne représentent que 27 % du total des importations, contre 40 % issues de dons, et ce chiffre

ne comptabilise pas les dons des touristes et des parents pour les petites associations<sup>60</sup>.

**Cette pratique entrave fortement la production locale.** De plus, **une grande majorité des dons venant de l'étranger est envoyée en milieu rural, précisément là où la population est à 83 % monolingue** et aurait donc principalement besoin de livres locaux en malagasy ou bilingues. En voyant l'ampleur des dons entrant sur le territoire malgache chaque année, la maison Jeunes Malgaches a mis en ligne sur son site depuis 2008 un appel à la vigilance sur l'envoi massif de dons de livres à Madagascar<sup>61</sup>. Elle y rappelle l'existence de la Charte du don de livres<sup>62</sup> qui régit les envois de dons et qui recommande le partenariat avec les éditeur·ices locaux·ales pour les achats de livres. En effet, **le don ne conduit ni à un développement durable de l'édition malgache ni à lutter adéquatement contre l'analphabétisme.**

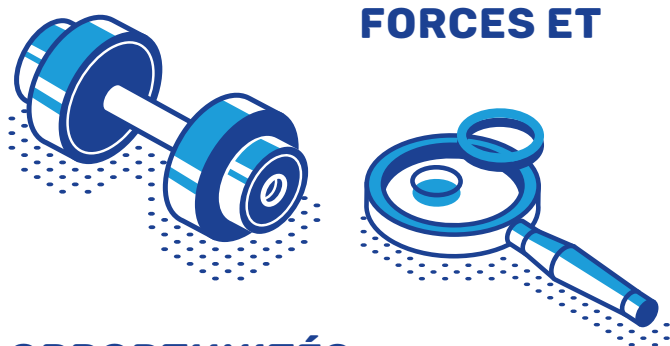
60 Marie Michèle Razafintsalama, « Le don de livres à Madagascar », *ibid.*, p. 5

61 [http://prediff.mg/index.php?option=com\\_content&task=view&id=40&Itemid=70](http://prediff.mg/index.php?option=com_content&task=view&id=40&Itemid=70)

62 <https://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/documents/61091-charte-du-don-de-livres.pdf>

## RÉSEAUX DE LECTURE PUBLIQUE

La multiplication des structures publiques permet à la population **d'accéder au livre sur une bonne partie du territoire** – alors qu'il n'existe que très peu de librairies en dehors de la capitale. Néanmoins, **les réseaux de lecture publique sont fragmentés. Leur gestion était jusqu'à présent divisée entre différentes instances communiquant peu entre elles.** De plus, **les financements publics sont souvent défaut** et les bâtiments se détériorent au fur et à mesure des années. Leur approvisionnement en livres dépend, enfin, très largement de dons de la part d'organisations extérieures. **Les acquisitions d'ouvrages ne répondent dès lors pas nécessairement aux besoins réels des populations touchées.**



### FORCES ET

### OPPORTUNITÉS

**GRÂCE À DES INITIATIVES ISSUES DE DIVERSES INSTITUTIONS, LE TERRITOIRE BÉNÉFICIE D'UN MAILLAGE RELATIVEMENT SATISFAISANT DE LIEUX DE LECTURE**

Le réseau de lieux de lecture couvre une large part du pays. Il reste néanmoins insuffisant puisqu'on estime qu'il y aurait un centre de lecture pour 150 000 habitant-es<sup>63</sup>. Implantés jusque dans des zones reculées, ces centres

de lecture, bibliothèques et médiathèques sont essentiels pour les enjeux de diffusion de la culture au sein du pays, car **ils constituent dans de nombreuses villes le seul lieu de diffusion du livre et de la lecture.**

Les réseaux de lecture publique malgaches, qui devraient être désormais coordonnés par la Bibliothèque nationale de Madagascar, se composent de trois instances articulées de la façon suivante :

- **27 Centres de Lecture et d'Animation Culturelle (CLAC) :** créés par le MCC en partenariat avec l'OIF en 2001. Les responsables ont installé des médiathèques et organisent des animations culturelles bien adaptées à la réalité et aux besoins de leur public. Une bibliothèque virtuelle existe à son siège d'Antananarivo<sup>64</sup>. Depuis la réforme, les CLAC sont devenus des antennes de la BNM et devraient bénéficier de la future politique d'acquisition d'ouvrages. À partir de 2021, la BNM a l'ambition de créer 10 nouveaux CLAC par an.
- **25 CLIC, Centres de Lecture, d'Information et de Culture :** ce sont des bibliothèques installées dans plusieurs régions rurales de l'île. Ces structures possèdent un volet d'appui éducatif qui consiste à faire venir des volontaires en congé solidaire qui se répartissent dans les centres et partagent avec le professionnel·les locaux·les leurs expériences et savoir. Les CLIC ont été créés par les Alliances françaises et ont été alimentés par l'association Trait d'Union France Madagascar<sup>65</sup>, dont les actions concernent principalement les dons de livres à Madagascar. Ils étaient coordonnés par l'actuel DG de la BNM.

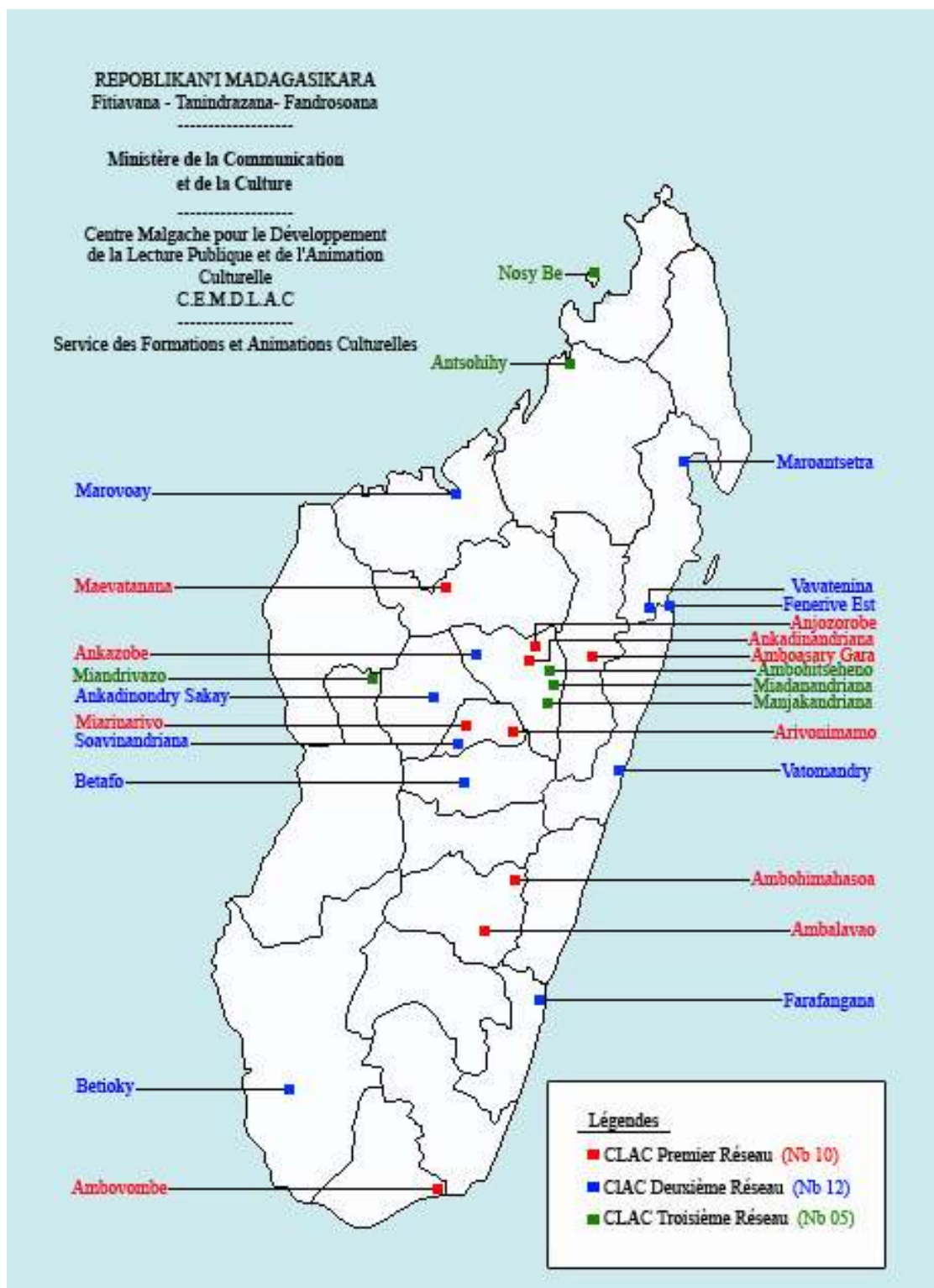
63 « Une journée internationale pour la littérature de jeunesse à Madagascar », *ibid.*

64 « Découvrir les lieux de lecture à Madagascar », TakamTikou, 2010 : [https://takamtikou.bnf.fr/vie\\_des\\_bibliotheques/2010-06-15/decouvrir-les-lieux-de-lecture-a-madagascar](https://takamtikou.bnf.fr/vie_des_bibliotheques/2010-06-15/decouvrir-les-lieux-de-lecture-a-madagascar)

65 <http://www.trait-d-union.org/>



## RÉSEAU DE CENTRES DE LECTURE ET DE L'ANIMATION CULTURELLE (CLAC) À MADAGASCAR





- **Les 100 CLEF, Centres Locaux d'Échanges Francophones** : créés au début des années 2000 dans le cadre du projet « Appui au Bilinguisme à Madagascar », ils sont répartis dans toutes les régions. Ils ont pour objectif de permettre au public jeune de s'exprimer et de lire en français. Ils sont rattachés au MEN.

**Ce réseau est complété par le réseau des Alliances françaises qui compte 29 médiathèques** disposant d'un fonds total de plus de 200 000 ouvrages pour leurs 47 000 lecteur-ices-adhérent-es et par **la médiathèque de l'Institut français de Madagascar à Antananarivo. Enfin, des nouvelles « Maisons de la communication et de la culture » sont**

**actuellement créées.** Ce projet culturel s'inscrit dans **le cadre des 13 engagements émis par le président Rajoelina durant la dernière campagne électorale.** La ministre Lalatiana Andriatongarivo Rakotondrzafy, en août 2019, a ainsi procédé à la pose de la première pierre de la Maison de la communication et de la culture à Antsiranana, qui est dotée entre autres d'une salle informatique, une salle de lecture, une salle de conférence, une grande salle de spectacle de plus de 500 places et un espace pour les journalistes<sup>66</sup>. L'objectif affiché est de doter chaque chef-lieu de région d'une maison de la culture.



## FAIBLESSES



## ET MENACES

**LA LECTURE PUBLIQUE À MADAGASCAR PRÉSENTE UN RÉSEAU FRAGMENTÉ ENTRE DIVERSES INSTANCES QUI COMMUNIQUENT PEU...**

Les CLAC sont sous la tutelle du MCC alors que les CLIC dépendent du MEN, qui travaille en partenariat avec la Coopération française, la Fondation Hachette et les communes. En leur sein, 48 bibliothécaires sont actuellement salariés par le MEN et 17 adjoint-es sont salariés par les communes. Deux des CLEF, qui sont également gérés par le MEN, ont été intégrés dans le réseau de CLIC en 2013, sur demande du Ministère. Constatant la multiplicité des instances de gestion de ces centres et l'absence de communication entre elles, notamment avec le réseau des AF de Madagas-

car, Florence Dimani écrit, dans son rapport de fin de mission : « Le manque de collaboration avec ces structures interfère dans la visibilité de leurs actions et l'efficacité de celles-ci<sup>67</sup> ». Ce constat a été partagé par les acteur·ices publics et privé·es interrogé·es.

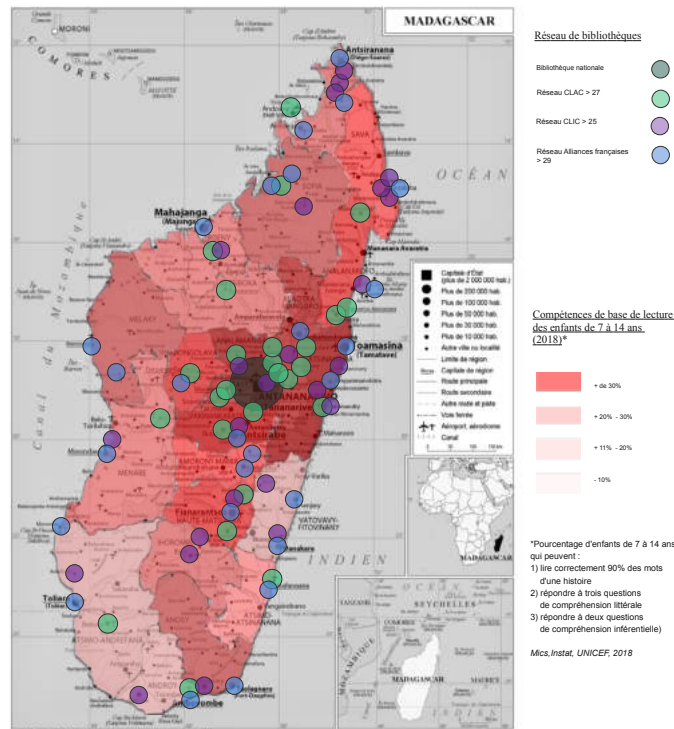
### ... ET DONT L'ÉTAT GÉNÉRAL SE DÉTÉRIORE EN L'ABSENCE DE BUDGET NATIONAL APPROPRIÉ

En l'absence de budget, les différents CLAC sont dans un état très inégal. En 2014, la relance de la coopération entre Madagascar et l'OIF a remis sur pied une partie du projet. L'annonce du rééquipement de 22 CLAC a été faite, ainsi que la création de 6 nouvelles structures. Les CLIC les plus anciens existent depuis plus de 15 ans et sont, pour certains, dans un état de dégradation significatif. Sur 25, seuls 20 sont encore actifs. Quant aux CLEF, plus de la moitié sont actuellement dans de grandes difficultés puisque ne recevant plus les financements nécessaires pour rémunérer les per-

sonnes chargées de leur gestion<sup>68</sup>.

**L'absence de financement impacte également la qualité des collections d'ouvrages disponibles.** Ainsi, les CLIC, pour se fournir en livres, dépendent entièrement de leur partenariat avec l'association Trait d'Union. Elle récupère, chaque année, auprès d'éditeur·ices français·es, 20 000 à 30 000 ouvrages (destinés au pilon), puis les envoie par container à Madagascar où le personnel de l'Alliance française se charge du tri et de la diffusion<sup>69</sup>. De manière similaire, la bibliothèque municipale d'Antananarivo, pourtant largement fréquentée par des jeunes, dédie seulement 5 % de ses collections à ce public. D'après une responsable de cette bibliothèque, l'acquisition de livres n'est pas toujours la priorité au sein du budget de la commune. Pendant les cinq dernières années, seule une somme équivalente à 2 600 € a été accordée pour les acquisitions de livres en malagasy.

## CARTOGRAPHIE DU PAYS : SECTEUR DU LIVRE ET TAUX D'ALPHABÉTISATION\*



67 Florence Dimani, « Rapport de fin de mission », *ibid.*, p. 11.  
68 Florence Dimani, « Rapport de fin de mission », *ibid.*, p. 11.  
69 Florence Dimani, « Rapport de fin de mission », *ibid.*, p. 11.

\* Carte disponible en grand format en Annexe 1

## ACTEUR·ICES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE IMPLIQUÉ·ES AUPRÈS DES LECTEUR·ICES

De nombreuses initiatives sont développées sur le territoire malgache, portées par des ONG ou des associations locales, afin de renforcer l'accès à la lecture auprès des populations les plus défavorisées, notamment celles les plus enclavées géographiquement. Les acteur·ices locaux·ales semblent de plus en plus mu·es par une volonté de s'organiser sur place pour valoriser et diffuser la production éditoriale malgache. Néanmoins, le foisonnement d'interventions se fait parfois **au détriment d'une prise en compte réelle des enjeux spécifiques des territoires où elles s'implantent**. Par ailleurs, **le contexte de pandémie risque de renforcer encore l'isolement des populations cibles** qui ne pourront bénéficier de propositions construites sur le recours au numérique afin de répondre aux enjeux sanitaires de distanciation sociale.



## OPPORTUNITÉS

### DE NOMBREUSES INITIATIVES D'ASSOCIATIONS ET D'ONG ONT ÉMERGÉ, NOTAMMENT À DESTINATION DES POPULATIONS LES PLUS REÇULÉES

Dans plusieurs grandes villes de Madagascar, des ONG étrangères ou malgaches qui participent à la lutte contre la pauvreté réservent une grande part de leurs activités à améliorer la situation des enfants qui sont souvent en déperdition scolaire ou qui n'ont jamais fréquenté l'école. **En 2010, environ 300 ONG sont implantées dans plusieurs régions de Madagascar**<sup>70</sup>. Parmi les associations qui se mobilisent spécifiquement autour des questions liées à l'accès aux livres et à la lecture, on peut citer, par exemple :

- **L'ONG Manda**<sup>71</sup> s'intéresse aux enfants des rues de 4 à 18 ans. En dix ans d'existence, elle a accueilli 150 enfants dans ses quatre centres sociaux et a suivi l'intégration de 100 enfants dans les écoles primaires et les collèges. La responsable, madame Miarintsoa Razanakiniaina, travaille en collaboration avec la Maison d'édition Jeunes Malgaches afin de disposer de fonds de bibliothèque adéquats aux jeunes qui fréquentent l'association. Elle fait également appel à l'Alliance française d'Antananarivo et à Planète Urgence pour former le personnel qui anime ses bibliothèques.

70 « Découvrir les lieux de lecture à Madagascar », *TakamTikou*, 2010 : [https://takamtikou.bnf.fr/vie\\_des\\_bibliotheques/2010-06-15/decouvrir-les-lieux-de-lecture-a-madagascar](https://takamtikou.bnf.fr/vie_des_bibliotheques/2010-06-15/decouvrir-les-lieux-de-lecture-a-madagascar)

71 <https://www.ongmanda.com/l-ong-manda-et-leurs-projets>



© Minisiteran'ny Serasera sy ny Kolontsaina

- **L'ONG Graines de Bitumes**<sup>72</sup>, créée en 2000, s'occupe aussi de la réinsertion des enfants en situation difficile. Leur unique bibliothèque est assez fournie. « Presque tous les livres sont des dons », explique Madame Harisoa, une des responsables de l'ONG, « mais les enfants, ici, ne savent souvent lire ni le français ni le malgache. Alors nous utilisons des livres en malgache et les animateurs font la lecture. Nous avons aussi un programme intitulé « espace de parole ». On choisit des textes ou des articles de journaux comme sujet de discussion. Tout se passe en malgache<sup>73</sup>. »
- **Biblionef**, association créée en 1989, s'est donnée pour objectif : « de fournir aux enfants défavorisés des livres neufs, récents et choisis qui les accompagneront de l'enfance à l'adolescence dans une meilleure connaissance du monde qui les entoure et qui, par l'image et le mot, les aideront à construire les bases solides d'un savoir et d'une éducation auxquels tout être humain aspire et leur donneront des clés pour leur

avenir<sup>74</sup>. » Parmi ses actions menées à Madagascar, on peut relever l'arrivée, à la rentrée 2017, de 1 600 livres à Fianarantsoa, à 400 km au sud de Tananarive, réceptionnés par l'Institut européen de coopération et de développement (IECD). Ces livres bénéficient à l'ensemble des jeunes malgaches pris en charge dans les Centres d'Éducation et de Renforcement Scolaire (CERES) tenus par l'IECD, soit 586 élèves âgés de 11 à 16 ans. Les romans jeunes ont été présentés pendant l'heure « tapis de lecture » : **une fois par mois, 2 ou 3 livres sont choisis par les professeur-es en amont de la séance, selon la thématique de leurs cours, et les élèves volontaires lisent des extraits devant leurs camarades.** D'autres romans sont également utilisés par les professeur-es de français, dans le cadre de leurs cours afin de développer l'esprit de synthèse des jeunes qui doivent produire des résumés de livres. Par ailleurs, une quinzaine de livres a fait office de prix pour le tournoi d'éloquence au cours duquel les participant-es s'affrontent dans des joutes

72 <http://www.grainesdebitume.org/>

73 « Découvrir les lieux de lecture à Madagascar », *ibid.*

74 <http://biblioneef.fr/biblioneef/objectifs/>

verbales en français et en malagasy<sup>75</sup>. En février 2019, Biblionef, en collaboration avec le Réseau des Entrepreneurs Solidaires (RES), a également procuré 5 200 livres neufs à destination de congrégations religieuses. Ces ouvrages profitent désormais à 1 300 élèves de l'école des Sœurs Ursulines à Andraikiba, 270 élèves de la Communauté des Petites Servantes du Sacré Cœur à Ambohimirary Tana et 210 enfants de l'école des Sœurs Vocationnistes à Manakambahiny.

Plusieurs associations de médiation littéraire ont également mis en place des **bibliobus**. On peut, parmi les diverses initiatives, en noter deux plus récentes :

- **Ank'lzy** qui a choisi **les quartiers de la Réunion kely (un bidonville d'Antananarivo)** pour son projet afin de cibler les enfants les plus vulnérables qui n'auraient pas, sinon, l'occasion de se familiariser avec des livres. Pour consolider son projet, l'association collabore avec l'APLEM. L'arrivée du bibliobus dans les rues tous les mercredis après-midi et samedis matin est pour l'instant retardée par la crise sanitaire.
- **Maddakar**, en partenariat avec **SPV Fenela**<sup>76</sup>, développe actuellement un projet de bibliobus qui servira ainsi de **bibliothèque, de salle de formation, de lieu d'échange et d'espace communautaire pour les enfants, les adolescents et les adultes à Antsirabé et dans sa périphérie**. Auparavant, les fondateur·ices de SPV Fenela avaient tenté de développer un BiblioPousse, « mais cela ne fonctionnait pas aussi bien que nous le souhaitions. Les zones pouvant bénéficier du projet sont li-

mitées parce que le pousse-pousse (tiré à la main) met du temps pour se déplacer et les zones accessibles restent restreintes. De plus, il n'y a pas assez d'espace pour les livres, le rangement est difficile et, sans accès à un abri, les enfants et les livres sont soumis aux intempéries (pluies, fortes chaleurs, ...). Les zones reculées n'ont pas accès à la culture ni aux NTIC alors que les enfants et les adultes sont très demandeurs de lectures et ont soif d'apprendre l'informatique<sup>77</sup>. » Le projet comprend désormais l'achat du bus, l'aménagement, l'embauche et le salaire d'un·e chauffeur·euse et d'un·e formateur·ice/animateur·ice, le carburant et encore l'achat de 6 ordinateurs portables. Des partenariats sont en cours avec des éditeur·ices, libraires et écrivain·es sur place afin de proposer des ouvrages de tous genres et d'organiser des lectures/événements pour petit·es et grand·es. Le calendrier prévoit un démarrage de l'activité en août 2021<sup>78</sup>.

Par ailleurs, constatant qu'il n'existait pas d'association nationale consacrée spécifiquement à la lutte contre l'illettrisme et aux enjeux de diffusion du livre, Marie Michèle Razafintsalama, qui dirige les Éditions Jeunes Malgaches, a fondé une association dédiée à ces questions. L'Association pour la Promotion du Livre et de l'Écrit à Madagascar (APLEM), créée officiellement en décembre 2018, avait cependant démarré ses actions dès 2016. Elle a pour mission de donner accès aux savoirs et aux connaissances dans leur langue aux tranches de la population défavorisées. Ses activités reposent sur le partenariat avec les associations qui travaillent en direction des enfants défavorisé·es et qui luttent contre la pauvreté. Elle utilise exclusivement les livres édités lo-

75 <https://biblionef.fr/a-madagascar-biblionef-accompagne-liecd-pour-lutter-contre-lechec-scolaire-des-collegiens/>

76 <https://www.spv-felana.org/about.php>

77 <https://maddakar.wixsite.com/association/post/du-bibliopousse-au-bibliobus-interview-de-luc-haja-andriambahoaka>

78 « Projet solidaire : un bibliobus pour les enfants de Madagascar », *Actualitte*, 2020 :

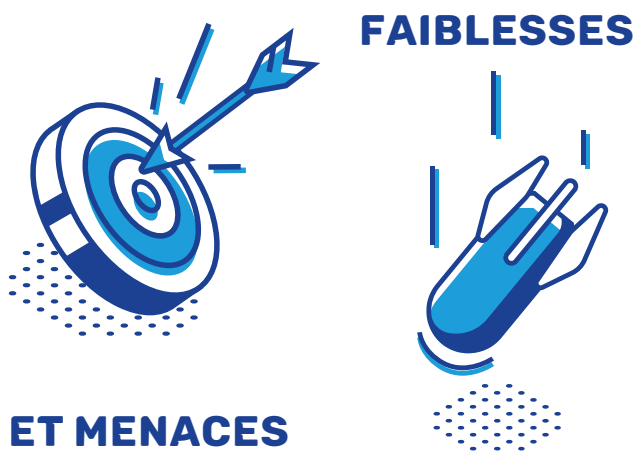
<https://actualitte.com/article/7857/bibliotheque/projet-solidaire-un-bibliobus-pour-les-enfants-de-madagascar>



© Minisiteran'ny Serasera sy ny Kolontsaina

calement pour participer au développement de l'édition malgache. Elle travaille actuellement dans la capitale, dans la région Alaotra Mangoro et à Tuléar dans le Sud. Depuis 2016, 32 639 enfants et jeunes ont bénéficié de la **Bibliothèque de rues dénommée « Boky Mitety Vohitra » (BMV)**, qui organise des séances de lecture hebdomadaires en plein air et aide à faire le lien avec les bibliothèques en dur déjà existantes<sup>79</sup>.

les déficiences d'une structure étatique qui essuie les conséquences des crises politiques et économiques des décennies précédentes. Cependant, **ce foisonnement d'initiatives n'est ni coordonné, ni structuré et cela implique une implantation parfois déséquilibrée sur le territoire**. Les niveaux de formation du personnel varient fortement d'un établissement à l'autre, et **les programmes d'aide sont parfois déconnectés des réalités locales**. Cela a été par exemple le cas du programme Écoles Numériques de la Fondation Orange, qui, en 2014, a fait envoyer dans plusieurs écoles un kit numérique permettant d'équiper les classes de tablettes<sup>80</sup>. Néanmoins, ce projet ne prévoyait pas de budget pour l'acquisition de livres locaux et reposait sur la disponibilité de textes libres de droit. Or il n'existe pas de littérature jeunesse en malagasy datant des années 60. Certes, 5 000 tablettes furent distribuées aux enseignant·es, mais sans contenu utilisable par ces dernier·es, elles restent donc très largement non exploitées.



## ET MENACES

Madagascar étant un pays encore extrêmement pauvre, de nombreuses ONG et associations internationales s'y implantent pour pallier

79 Marie Michèle Razafintsalama, « Le projet Boky Mitety Vohitra (Bibliothèque des rues) », 2020.

80 <https://www.fondationorange.com/A-Madagascar-le-numerique-change-l-education>

A photograph of a classroom setting. A teacher, seen from the back, is seated at a long wooden desk with several young students. The students are focused on their schoolbooks. The background wall is light green with a brick-like texture. Educational posters are visible on the wall, including one with the number '2' and another with a fish. The overall atmosphere is one of a busy learning environment.

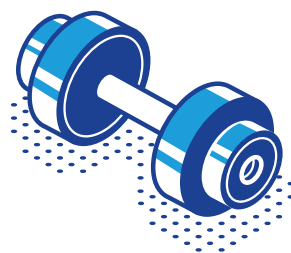
# ACTIONS DE MÉDIATION ET MOTIVATION DES ACTEUR·ICES





## ACTIONS DE MÉDIATION AUTOUR DU LIVRE À ÉCHELLE NATIONALE

- À Madagascar, se déroulent **chaque année de nombreuses manifestations qui promeuvent l'accès à la lecture et la diffusion du livre**. Néanmoins, le contexte sanitaire actuel a empêché le déroulement de nombreux événements et risque de continuer à impacter le domaine de la culture et de l'événementiel. Dans ce contexte, qui est aussi celui d'une récession économique, l'isolement et la précarisation de populations déjà enclavées sont renforcés. **Alors qu'internet reste globalement peu accessible pour la plupart des ménages, le format de diffusion radiophonique semble alors offrir un moyen efficace d'atteindre massivement les jeunes.**



### FORCES

#### DE NOMBREUSES MANIFESTATIONS AUTOUR DES ENJEUX DE PROMOTION DE LA LECTURE ET DE LA LITTÉRATURE, À L'INITIATIVE D'ASSOCIATIONS DE PROFESSIONNEL·LES DE LA CHAÎNE DU LIVRE

- **La Foire au livre**, organisée au mois d'avril pour la célébration de la Journée mondiale du livre et du droit d'auteur, permet de donner de la visibilité aux auteur·ices. La 15<sup>e</sup> édition eut lieu en 2019 et a obtenu pour la première fois un appui du ministère de la Communication et de la Culture<sup>81</sup>. En 2021, il est prévu qu'elle se déroule dans 6 provinces en plus d'Antananarivo. Marie Michèle Razafintsalama, présidente de l'association des Éditeurs de Madagascar, déclare à ce sujet : « C'est devenu le rendez-vous des amoureux du livre et les lecteurs commencent à acheter nos livres. Nos chiffres de vente augmentent d'année en année grâce à toutes les activités que nous organisons pendant l'année<sup>82</sup>. »
- **Le Salon du Livre**, dont la première édition eut lieu en septembre 2017, réunit tous les maillons de la chaîne du livre. Il permet au public de découvrir les stands de librairies, d'associations, mais également d'assister à des lectures, des spectacles de chansons à texte, des débats d'auteur·ices, ainsi que des rencontres, des conférences et ateliers se déroulant à l'IFM, l'AfT, l'IKM (centre culturel malgache) et à la librairie Mille Feuilles.

81 « 15<sup>ème</sup> édition foire du livre d'Antananarivo : le ministère appuie pour la première fois », *Journal Madagascar*, 2019 : <http://www.journalmadagascar.com/15eme-edition-foire-du-livre-dantananarivo-le-ministere-appuie-pour-la-premiere-fois/>

82 Madagascar : « À force de dons, les gens pensent que le livre ne s'achète pas », *ibid.*

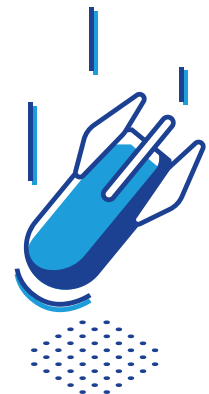


© Minisiteran'ny Serasera sy ny Kolontsaina

- En 2010, a eu lieu la première édition de la **Journée internationale du Livre pour Enfants**, à l'espace Rarihasina Analakely. S'y sont déroulés des ventes, expositions, dédicaces, lectures par les auteur·ices et débats avec les acteur·ices de l'éducation<sup>83</sup>.
- En mai 2019, la **Semaine de la littérature jeunesse à Tananarive** s'est déroulée autour du thème : « La littérature jeunesse au cœur de l'océan Indien ». Les invité·es venant de tous les horizons ont choisi de travailler avec et pour les enfants. Ventes, dédicaces, lectures, rencontres, expositions sont organisées, avec le soutien de l'Institut français de Madagascar, pour faire connaître la littérature de jeunesse au plus grand nombre.
- Dans la capitale, à la librairie Mille Feuilles se tiennent régulièrement des **cafés littéraires**, animés par Michèle Rakotoson. Cela permet l'accueil d'auteur·ices du pays mais aussi étranger·es, tel·les que Dany Laferrière, Mboughar Sarr, Roland Vileila, etc.



## FAIBLESSES



## ET MENACES

### EN PÉRIODE DE COVID-19, LE RISQUE D'ISOLEMENT DES POPULATIONS QUI ONT PEU ACCÈS À INTERNET EST PARTICULIÈREMENT AGGRAVÉ

Ce facteur, s'il se prolonge, peut particulièrement limiter les actions de diffusion concernant la littérature à l'heure où internet devient un enjeu majeur dans l'accès à l'information. Or, **à Madagascar, son taux de pénétration avoisine les 6 %**. Des efforts restent à accomplir pour relever le niveau d'utilisation de l'ordinateur et l'accès à Internet car seulement **5 % des ménages disposent d'un ordinateur** ; l'accès à internet à la maison est restreint à un ménage sur dix et les niveaux d'utilisation et

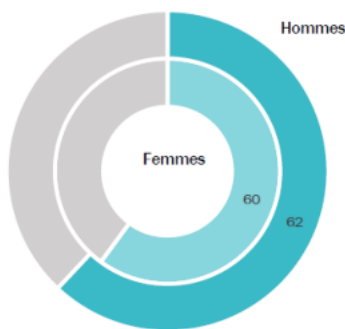
83 « La littérature de jeunesse entre tradition et modernité: 2010 -2020 : dix ans d'édition pour la jeunesse dans l'océan Indien », TakamTikou, 2020 : <https://www.takamtikou.fr/dossiers/dossier-2020-takam-tikou-en-ligne-10-ans-d-j-la-litt-rature-de-jeunesse-entre-tradition-et->

de compétences spécifiques se situent en dessous de 8 % chez les femmes comme chez les hommes<sup>84</sup>. L'accès à l'Internet est également inégal entre les régions, avec des disparités importantes allant de seulement 3 % à Androy, à 33 % à Analamanga. Le support numérique est disponible pour les élèves et les parents vivant dans les zones couvertes par Internet et

pour les abonné-es disposant d'un terminal d'accès. Plus généralement, Madagascar est un pays très peu électrifié (15 % pour le pays et seulement 5 % en milieu rural) et les supports de lecture de livres numériques coûtent encore trop cher pour le ou la consommateur-ice<sup>85</sup>.

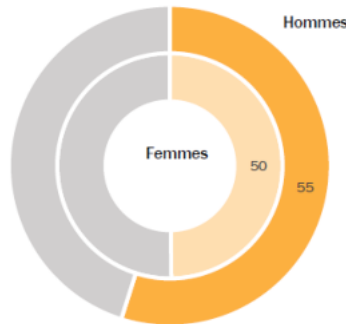
## ACCÈS AU SAVOIR, À L'INFORMATION ET À LA TECHNOLOGIE

**Alphabétisation**



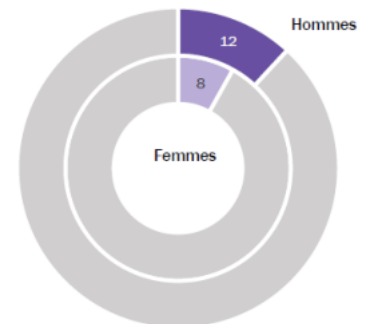
Pourcentage d'adultes âgés de 15 à 49 ans qui savent lire et écrire, selon le sexe

**Accès aux médias**



Pourcentage d'adultes âgés de 15 à 49 ans qui lisent un journal, écoutent la radio ou regardent la télévision au moins une fois par semaine

**Utilisation d'Internet : ODD 17.8.1**



Pourcentage d'adultes âgés de 15 à 49 ans utilisant Internet au moins une fois au cours des 3 derniers mois, selon le sexe

Source : MICS6 Madagascar 2018 – p. 142

**Les difficultés de mise en œuvre d'actions locales** risquent d'être, par ailleurs, **aggravées par la situation sanitaire actuelle**. Le contexte insulaire intensifie les répercussions économiques des mesures de confinement. L'UNICEF, en partenariat avec la Banque mondiale, a d'ailleurs soumis une requête de financement accéléré Covid-19 d'un montant de 15 millions de dollars USD du Partenariat mondial pour l'éducation (PME)<sup>86</sup>. En effet, dans le contexte de la pandémie actuelle, on estime que plus de 900 000 enfants des écoles maternelles, 3,6 millions d'élèves des écoles pri-

maires, 1,5 million d'élèves du secondaire et 140 000 élèves des établissements d'enseignement supérieur ont été **touchés par les fermetures d'écoles**. L'impact à long terme des mois de scolarité et de nutrition perdus sera particulièrement grave pour les enfants des familles pauvres. **Le projet Ressources éducatives s'élabore donc dans un contexte compliqué** où les mesures de distanciations sociales nécessiteraient un recours accru à Internet et au numérique.

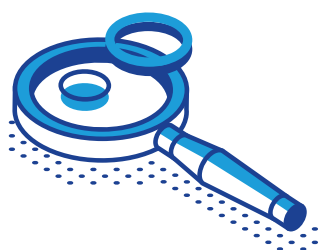
84 MICS 6 (2018) – Madagascar. *Ibid.*

85 Madagascar : « À force de dons, les gens pensent que le livre ne s'achète pas », *ibid.*

86 <https://www.globalpartnership.org/fr/content/requete-de-financement-covid-19-et-document-de-programme-madagascar-2020>



© 2020 - UNICEF Madagascar - UNI303892



## OPPORTUNITÉS

### LA DIFFUSION DE CONTENUS RADIOPHONIQUES ET TÉLÉVISUELS RENFORCÉE EN PÉRIODE DE COVID-19

Près de la moitié de la population adulte a accès à la radio, alors que seulement un quart de la population a accès à la télévision. **Le support radio est donc à privilégier aussi largement que possible si l'on souhaite atteindre un public à distance.**

Actant de cet état de fait, le gouvernement avait déjà, à partir de 2005, lancé un plan

d'élaboration de contenu éducatif diffusé sur les stations de radio et de télévision pour les élèves du primaire<sup>87</sup>. Un soutien de l'UNESCO, par le biais du programme de développement des Capacités pour l'Éducation (CapED), a été élaboré en ce sens, afin de financer la formation d'une vingtaine de scénaristes sur les techniques de production de programmes radiophoniques éducatifs. L'une des scénaristes ayant participé à la formation, qui a eu lieu du 10 au 21 août, était Hasina Razanamasoa, chef de division de l'analyse verticale des programmes d'études, au sein de la DCI. Madame Razanamorasoa a expliqué les nombreux avantages de l'utilisation de la radio en cette période de crise : « Vu que les apprenants ne pourront pas accéder à l'école, la radio est l'outil adéquat le plus facile d'accès par tous les apprenants, même dans les zones les plus enclavées ». Dans ce cadre, 720 leçons radiophoniques ainsi que d'autres contenus numériques ont été produits<sup>88</sup>.

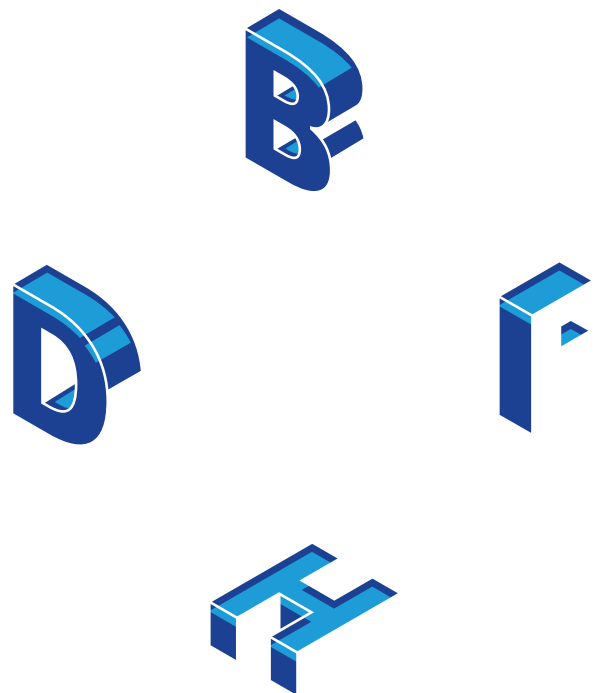
87 [https://www.unicef.org/media/media\\_41408.html](https://www.unicef.org/media/media_41408.html)

88 <https://fr.unesco.org/news/reponse-covid-19-renforcer-scenaristes-programmes-radio-educatifs-madagascar>

**Il existe également plusieurs émissions radios et télévisuelles** qui participent à la valorisation des questions du livre. Ainsi, la Télévision Malagasy, la chaîne nationale, est un partenaire important pour la diffusion gratuite de **l'émission sur le livre « Loharano tsy ritra »**, permettant de faire connaître les activités sur le livre et les productions locales<sup>89</sup>. **L'émission littéraire radiophonique hebdomadaire « Litteranay »**, animée par Michèle Rakotoson, permet également de présenter livres et auteur·es à ses auditeur·ices. En décembre 2019, à l'initiative de la Fondation Hironnelle et en partenariat avec plusieurs ministères (Communication et Culture ; Jeunesse et Sports ; Intérieur et Décentralisation ; Population, Protection Sociale et Promotion de la Femme ; Education Nationale et Enseignement technique et professionnel), a débuté **le programme radiophonique de « Studio Sifaka »**, diffusé sur 6 radios malgaches<sup>90</sup>.

Plusieurs maisons d'éditions se sont également saisies de la question, constatant que le livre papier risquait de pâtir tant de la crise économique que des mesures de confinement. Ainsi, **contes et récits malgaches sont désormais audibles sur toute la Grande Ile grâce au travail d'un regroupement de stations associées à la Maison d'Édition Jeunes Malgaches**. Mbolatiana Raveloarimisa, la présidente de cette Coalition des radios pour la consolidation de paix à Madagascar, revient sur l'importance de la culture de l'oralité à Madagascar : « Comme dans beaucoup de pays en Afrique, les contes, les essais ou les fables se transmettent aux plus jeunes par le bouche-à-oreille. Et c'est bien la raison pour laquelle la Coalition a choisi de développer des "prêts-à-diffuser", des PAD dans le langage

professionnel, de sept minutes au maximum que les radios diffusent à leur convenance<sup>91</sup>. » La maison d'édition a également investi dans la mise en place d'un système de ventes en ligne des livres audio, avec paiement par téléphone mobile. Ce moyen, ainsi que les prix très bas des titres, les rend plus accessibles à toute la population. La présidente déclare à ce sujet : « Nous avons décidé de miser sur les livres audio désormais. Les diffusions radio de nos titres pendant le confinement et les retours que nous avons reçus sur les réseaux sociaux nous ont prouvé qu'il y avait un réel besoin de littérature, même – voire surtout – en ce moment. Or, les livres papiers risquent de ne plus être vendus avant l'année prochaine, en raison des mesures sanitaires, mais aussi des difficultés de certaines familles à inscrire leurs enfants à l'école<sup>92</sup> ».



89 <http://www.aedim.mg/a-propos/>

90 « Démarrage des émissions de Studio Sifaka, programme radio pour les jeunes à Madagascar. », Fondation Hironnelle, 2019 : <https://www.hironnelle.org/fr/notre-actualite/1032-demarrage-des-emissions-de-studio-sifaka-programme-radio-pour-les-jeunes-a-madagascar>

91 « A Madagascar, les radios au service des enfants », *Le Monde*, 2020 : [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/04/23/a-madagascar-les-radios-au-service-des-enfants\\_6037560\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/04/23/a-madagascar-les-radios-au-service-des-enfants_6037560_3212.html)

92 « Les Éditions Jeunes Malgaches pendant le confinement », *TakamTikou*, 2020 : [https://takamtikou.bnf.fr/vie\\_du\\_livre/2020-11-02/les-ditions-jeunes-malgaches-pendant-le-confinement](https://takamtikou.bnf.fr/vie_du_livre/2020-11-02/les-ditions-jeunes-malgaches-pendant-le-confinement)



© Minisiteran'ny Serasera sy ny Kolontsaina

## IMPLICATION DE L'INSTITUT FRANÇAIS ET MODALITÉS DE COLLABORATION ENVISAGÉES

Le personnel et les structures de l'Alliance Française, de l'Institut Français de Madagascar et de l'Organisation Internationale de la Francophonie à Madagascar **sont des acteurs-ices incontournables quant à l'accès au livre sur le territoire.**

L'ambassade de France cherche à accompagner les projets solides de diffusion et de promotion de la lecture à Madagascar. Elle a, par exemple, offert des abonnements à la bibliothèque numérique Culturethèque à la BNM, ainsi que 20 ordinateurs et 20 tablettes. Par ailleurs, 300 abonnements ont été offerts à la municipalité de Tananarive au profit des bibliothèques municipales.

Les 29 bibliothèques des AF et la Médiathèque de l'IF à Antananarivo constituent une part significative des ressources documentaires ac-

cessibles au public. Ces structures organisent également de nombreux événements qui participent de la diffusion des enjeux autour de la francophonie. Ainsi, la **Semaine de la Francophonie est fêtée chaque année dans les AF**, en partenariat local avec les écoles et les pouvoirs publics, et l'appui des ministères et Ambassades francophones au niveau national<sup>93</sup>. Ces Alliances sont aussi des relais locaux pour la réalisation des actions éducatives et culturelles élaborées dans le cadre de la politique nationale du SCAC. Concernant l'accompagnement des professionnel·les, la médiathèque de l'IFM propose et met en place chaque année des formations et appui des professionnel·les du livre et de la lecture, avec par exemple **des formations à l'attention du réseau des professionnel·les des bibliothèques des AF** ou encore des **formations d'appui aux maisons d'éditions.**

L'IF de Madagascar, malgré une réelle tension en termes de disponibilité des ressources humaines, s'est déclaré volontaire pour porter le projet Ressources éducatives localement, signer une convention de partenariat et pour engager ses ressources matérielles (locaux, bibliothèques).

93 <http://www.alliancefr.mg/nos-missions/culture/>

## IMPLICATION DES AUTORITÉS LOCALES ET MODALITÉS DE COLLABORATION ENVISAGÉES

Les institutions publiques ont fait bon accueil du projet Ressources éducatives et se déclarent prêtes à s'investir dans le déploiement du projet selon diverses modalités. Ainsi, le ministère de la Communication et de la Culture annonce son désir de **participer à un dialogue multi-acteur-ices**, notamment en désignant **une chef-fe de projet** qui faciliterait le dialogue et la coopération avec cette institution. Le ministère de l'Éducation Nationale s'exprime favorablement sur des engagements similaires. Enfin, ces deux Ministères ont donné un accord de principe quant à **un appui financier du projet et un soutien matériel** (avec la mise à disposition de locaux et de bibliothèques par exemple), dont il faudrait, dès lors préciser ultérieurement les modalités.

Les associations de professionnel·les du livre (auteur·ices, éditeur·ices, libraires, imprimeur·euses, et illustrateur·ices) se disent également toutes prêtes à collaborer dans le développement du projet. D'autres associations nationales ou communautaires, travaillant dans le secteur de l'éducation (par exemple, 7 associations régionales de professeur·es réparties sur l'ensemble du territoire) ou de la lecture publique seraient également des partenaires potentiel·les pour Ressources éducatives.

À ce stade, les éléments ci-dessus sont déclaratifs et de l'ordre de l'intention. Ils n'engagent que les personnes ayant répondu à nos questions.







© Marie-Michèle Razafintsalama, Gérante de la Société Prediff et fondatrice des Éditions Jeunes Malgaches - CC0Flickr

# CONCLUSION

Au terme de cette étude, il apparaît que l'implantation de Ressources éducatives à Madagascar serait particulièrement pertinente.

En effet, depuis 2014, le pays présente une stabilité politique et institutionnelle qui permettrait la réalisation du projet sur l'ensemble du territoire, malgré des zones enclavées et l'existence d'une insécurité diffuse. Le pays possède le revenu national par habitant·e le plus faible du panel, et sa population, jeune dans sa très grande majorité, est victime de très fortes inégalités sociales et géographiques. L'effet levier souhaité serait donc particulièrement sensible pour les populations les plus défavorisées.

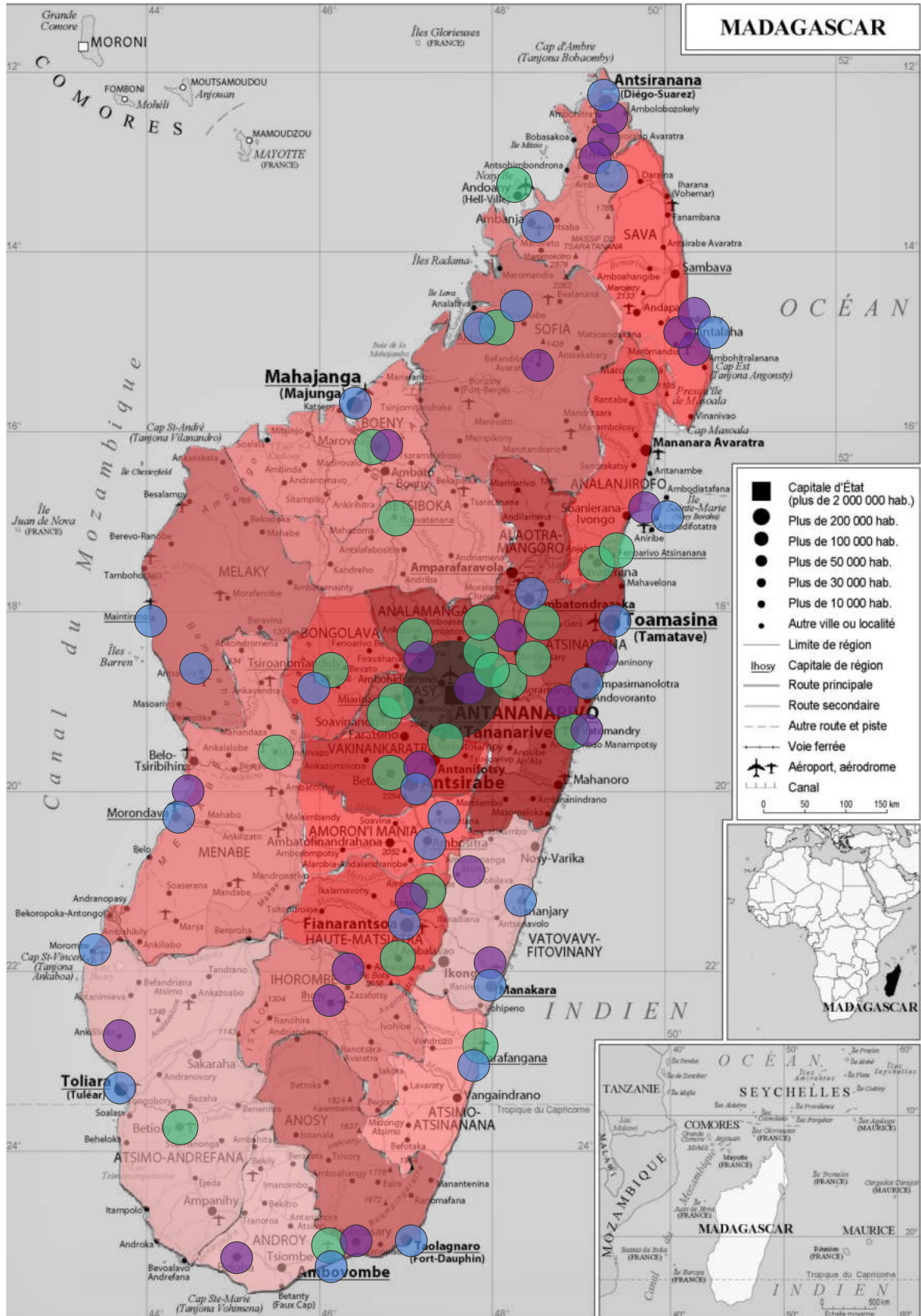
De plus, Madagascar présente une dynamique autour du livre, à la fois publique et privée, favorable au projet. En dépit de faibles moyens institutionnels et d'un cadre législatif insuffisant, l'administration culturelle malgache donne aujourd'hui des signaux très favorables au secteur du livre. Il sera néanmoins nécessaire de prendre en compte un besoin spécifique en formation pour les acteur·ices et de s'assurer de la mobilisation du ministère de l'Éducation.

Madagascar possède le réseau le plus important de lecture publique du panel, malgré un état largement fragmenté et un manque chronique de ressources. De nombreuses ONG sont actives sur le territoire et se mobilisent notamment sur l'accès à la lecture auprès des populations les plus exclues. Ces acteur·ices associatif·ves seront des relais essentiels pour le déploiement du projet Ressources éducatives sur l'ensemble du territoire.

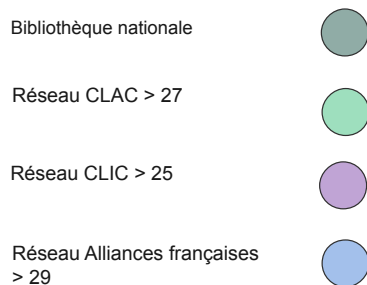


# ANNEXE 1 CARTOGRAPHIE DU PAYS

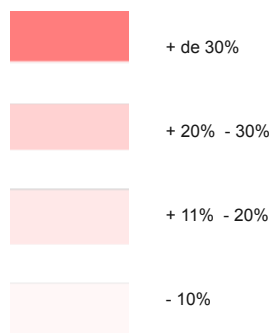
## SECTEUR DU LIVRE ET TAUX D'ALPHABÉTISATION



### Réseau de bibliothèques



### Compétences de base de lecture des enfants de 7 à 14 ans (2018)\*

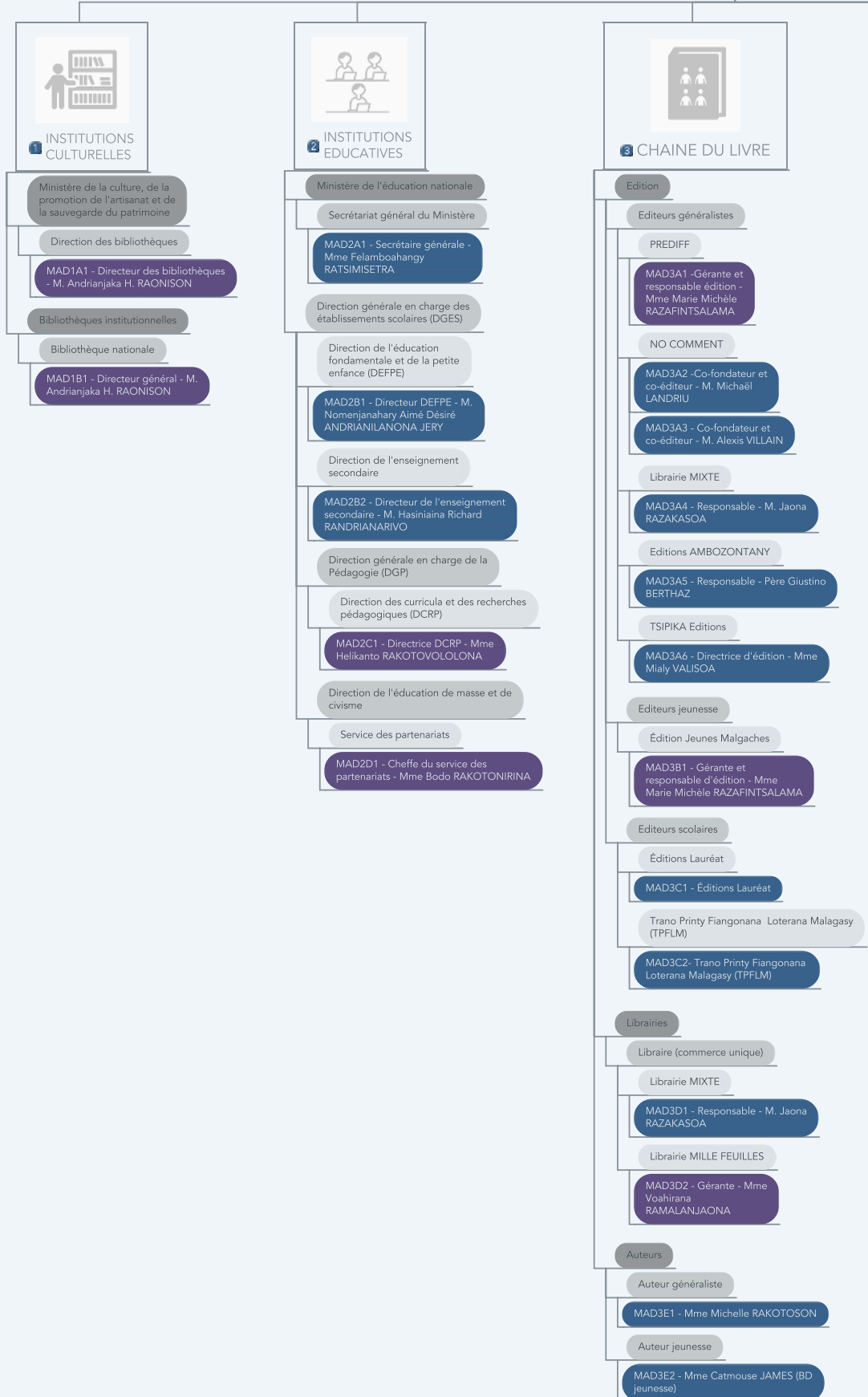
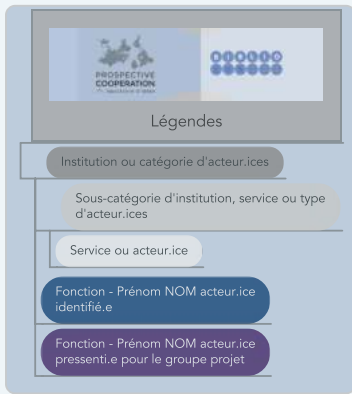


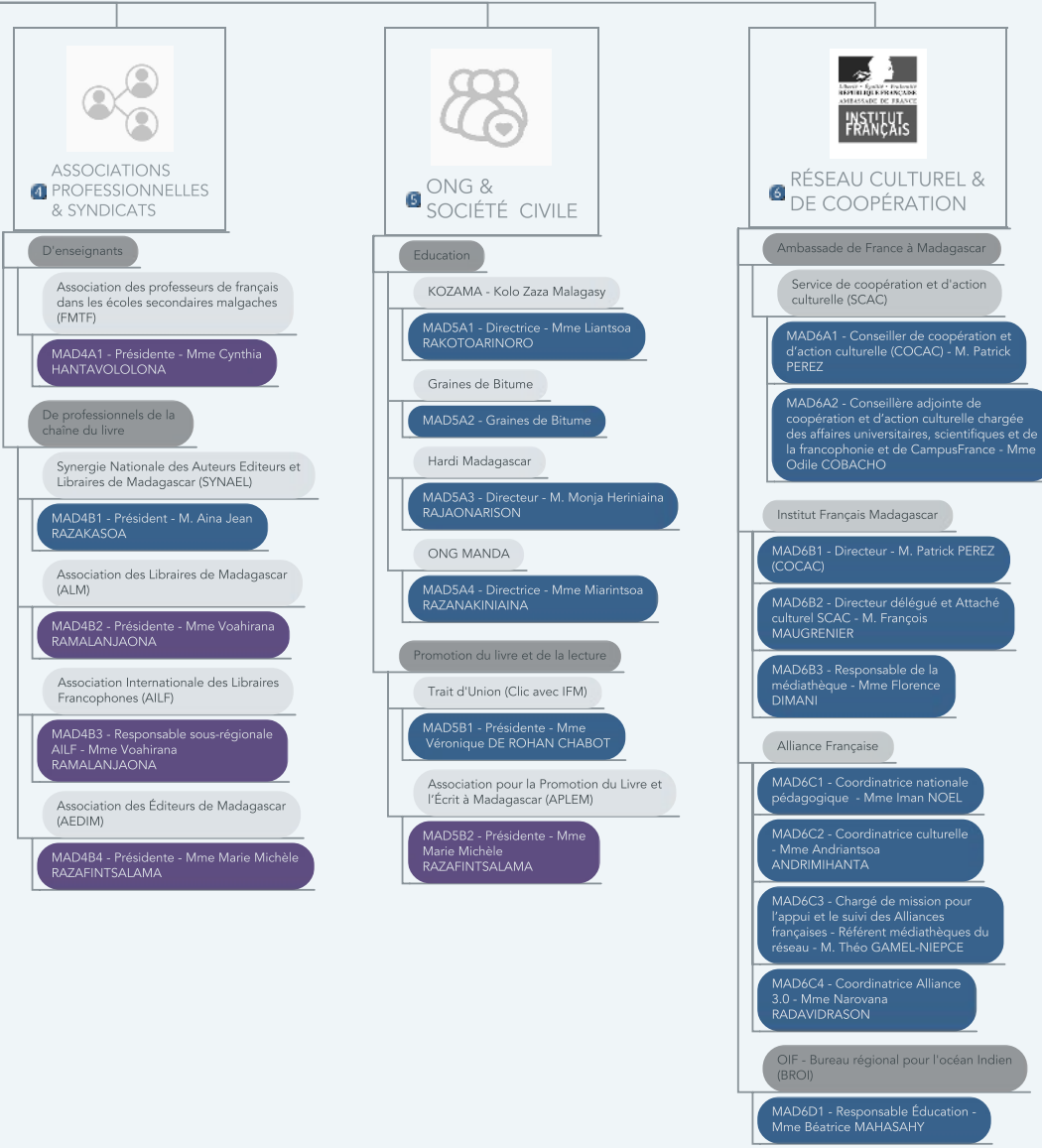
\*Pourcentage d'enfants de 7 à 14 ans qui peuvent :

- 1) lire correctement 90% des mots d'une histoire
- 2) répondre à trois questions de compréhension littérale
- 3) répondre à deux questions de compréhension inférentielle)

Mics, Instat, UNICEF, 2018

# ANNEXE 2 CARTOGRAPHIE DES ACTEUR·ICES





### ANNEXE 3

## LISTE DES PERSONNES INTERVIEWÉES DURANT L'ÉTUDE

1. **Helikanto RAKOTOVOLOLONA**, directrice des curricula et des recherches pédagogiques au sein du MEN.
2. **Andrianjaka H. RAONISON**, directeur Général de la Bibliothèque Nationale de Madagascar.
3. **Voahirana RAMALANJAONA**, gérante de la librairie Mille-Feuilles, présidente de l'ALM et administratrice de l'AILF.
4. **Marie-Michèle RAZAFINTSALAMA**, gérante de la Société Prediff et fondatrice des Éditions Jeunes Malgaches, présidente de l'APLEM.



## ANNEXE 4

## BIBLIOGRAPHIE

## ACTES JURIDIQUES

## JOURNAL OFFICIEL DE MADAGASCAR

**(2019a)** « Ordonnance n°2019-015 relative au recouvrement des avoirs illicites. »

<https://www.dcn-pac.mg/uploads/loi/96fe3c2f8f71b90a28a3211406d0a57b.pdf>.

**(2019b)** « Loi n° 2018- 043 du 13 février 2019 sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. »

<https://www.samifin.mg/sites/default/files/loi2018-043.pdf>.

**(2004)** « Loi n° 2004-004 portant orientation générale du système d'éducation, d'enseignement et de formation à Madagascar »

[http://www.ilo.org/dyn/natlex/natlex4.detail?p\\_lang=fr&p\\_isn=69072&p\\_country=MDG&p\\_classification=09](http://www.ilo.org/dyn/natlex/natlex4.detail?p_lang=fr&p_isn=69072&p_country=MDG&p_classification=09).

(1990) « Loi n°90-031 du 21 décembre 1990 sur la Communication. », « Article 125 »

<http://www.justice.mg/wp-content/uploads/textes/1TEXTES%20NATIONAUX/DROIT%20PUBLIC/Libertes%20publiques/Presse%20medias/loi%2090-031.pdf>.

## MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION ET DE LA

**CULTURE (2020)** « Décret n°2020-64. Portant organisation et fonctionnement de la Bibliothèque Nationale de Madagascar »

[https://fr.unesco.org/creativity/sites/creativity/files/decret\\_ndeg\\_2020-164.pdf](https://fr.unesco.org/creativity/sites/creativity/files/decret_ndeg_2020-164.pdf).

## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DU PATRIMOINE

**(2012)** « Décret n°2021-1008. Portant politique malgache du livre »

<http://www.macp.gov.mg/wp-content/uploads/2013/04/texte-regir-mcp.pdf>.

## ARTICLES DE JOURNAL

## AGENCE FRANCE-PRESSE,

**(2020a)** « Sahel : les pays donateurs promettent 1,7 milliard de dollars pour accroître l'aide humanitaire », *Le Monde*.

[https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/10/21/sahel-les-pays-donateurs-promettent-1-7-milliard-de-dollars-pour-accroitre-l-aide-humanitaire\\_6056811\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/10/21/sahel-les-pays-donateurs-promettent-1-7-milliard-de-dollars-pour-accroitre-l-aide-humanitaire_6056811_3212.html).

**(2020b)** « Madagascar: le président promet de libérer une journaliste emprisonnée », *Le Figaro*.

<https://www.lefigaro.fr/flash-actu/madagascar-le-president-promet-de-liberer-une-journaliste-emprisonnee-20200504>.

**(2019)** « A Madagascar, l'électricité reste un produit de luxe », *Le Monde*.

[https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/10/15/a-madagascar-l-electricite-reste-un-produit-de-luxe\\_6015553\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/10/15/a-madagascar-l-electricite-reste-un-produit-de-luxe_6015553_3212.html).

**ANDRIATSITONTA, L. (2019)** « 15eme édition foire du livre d'Antananarivo : le ministère appuie pour la première fois », *Journal Madagascar*.

<http://www.journalmadagascar.com/15eme-edition-foire-du-livre-dantananarivo-le-ministere-appuie-pour-la-premiere-fois/>.

**BARBIER, A. (2016)** « La langue française en recul à Madagascar », *Le Monde*.

[https://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/11/24/a-madagascar-la-langue-francaise-en-recul\\_5037231\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/11/24/a-madagascar-la-langue-francaise-en-recul_5037231_3212.html).

**BONARD, M. (2020)** « ALM : Le métier de libraire avec l'Association des Libraires de Madagascar. » *Stileex*.

<https://stileex.xyz/alm-association-libraires-madagascar/>.

**BOUQUIN, C. (2020)**, « La littérature de jeunesse entre tradition et modernité : 2010 -2020 : dix ans d'édition pour la jeunesse dans l'océan Indien », *Takam Tikou*.  
<<https://www.takamtikou.fr/dossiers/dossier-2020-takam-tikou-en-ligne-10-ans-d-j/la-litt-rature-de-jeunesse-entre-tradition-et->>.

**CHRISTOPHE CASSIAU-HAURIE, M. (2010)** « L'édition malgache a un bel avenir devant elle si elle s'en donne les moyens. », *Africultures*.  
<<http://africultures.com/ledition-malgache-a-un-bel-avenir-devant-elle-si-elle-sen-donne-les-moyens-9813/>>.

**GARY, N.**

**(2017)** « À Madagascar, libraires et éditeurs se rencontrent : "Professionnaliser les métiers" », *Actualitte*. <<https://actualitte.com/article/24778/librairie-a-madagascar-libraires-et-editeurs-se-rencontrent-professionnaliser-les-metiers>>.

**(2016)** « Madagascar : "À force de dons, les gens pensent que le livre ne s'achète pas". », *Actualitte*. <<https://www.actualitte.com/article/interviews/madagascar-a-force-de-dons-les-gens-pensent-que-le-livre-ne-s-achete-pas/68139>>.

**GAS, V. et LEROUX, F. (2004)** « Les Francophones dans le monde », *RFI*.  
<[http://www1.rfi.fr/actu/fr/articles/059/article\\_31819.asp](http://www1.rfi.fr/actu/fr/articles/059/article_31819.asp)>.

**LA VERITE (équipe de rédaction) (2019)** « Ministère de la Communication et de la Culture – Une province, une Maison de la culture », *La vérité*.  
<<https://laverite.mg/politique/item/8436-minist%C3%A8re-de-la-communication-et-de-la-culture-une-province,-une-maison-de-la-culture.html>>.

**LES NOUVELLES,**

**(2017a)** « Medias et Communication : la liberté d'expression continue de faire débat », *NewsMada*.  
<<https://www.newsmada.com/2017/09/05/medias-et-communication-la-liberte-dexpression-continue-de-faire-debat/>>.

**(2017b)** « Promotion de la Lecture : la politique nationale du livre, une priorité », *NewsMada*.  
<<https://www.newsmada.com/2017/01/20/promotion-de-la-lecture-la-politique-nationale-du-livre-une-priorite/>>.

**MAHETSAKA (2018)** « Foire du livre : Les livres en fête ! », *Midi Madagasikara*.  
<<http://www.midi-madagasikara.mg/culture/2018/06/07/foire-du-livre-les-livres-en-fete/>>.

**MANDIMBIOSA, M. (2020)** « Madagascar recule dans la lutte contre la corruption », *Madagascar-Tribune*.  
<<https://www.madagascar-tribune.com/Madagascar-recule-dans-la-lutte-contre-la-corruption.html>>.

**PANARA, M. (2018)** « Madagascar : Sortir de la pauvreté, ce si fort enjeu de la présidentielle. », *Le Point*.  
<[https://www.lepoint.fr/afrique/madagascar-sortir-de-la-pauvrete-ce-si-fort-enjeu-de-la-presidentielle-07-11-2018-2269316\\_3826.php](https://www.lepoint.fr/afrique/madagascar-sortir-de-la-pauvrete-ce-si-fort-enjeu-de-la-presidentielle-07-11-2018-2269316_3826.php)>.

**RABAKOLIARIFETRA, V. (2010)** « Découvrir les lieux de lecture à Madagascar », *Takam Tikou*.  
<[https://takamtikou.bnf.fr/vie\\_des\\_bibliotheques/2010-06-15/decouvrir-les-lieux-de-lecture-a-madagascar](https://takamtikou.bnf.fr/vie_des_bibliotheques/2010-06-15/decouvrir-les-lieux-de-lecture-a-madagascar)>.

**RAKOTOARIVONJY, V. (2020)** « Liberté de la Presse : Madagascar gagne quelques places. », *Madagascar-Tribune*.  
<<https://www.madagascar-tribune.com/Liberte-de-la-presse-Madagascar,23772.html>>.

**RAKOTONDRAZAKA, A. P. (2018)** « Littérature – " Lire en fête" propulse la lecture. », *L'Express de Madagascar*.  
<<https://l'express.mg/26/04/2018/litterature-lire-en-fete-propulse-la-lecture/>>.

**RAMBAHASINA, B. et ANDRIANIAINA, J.-M. R. (2010)**

« Le dépôt légal et le droit d'auteur à Madagascar. », Les Cahiers de propriété intellectuelle, n°23/1.  
< <https://docplayer.fr/61942423-Le-depot-legal-et-le-droit-d-auteur-a-madagascar.html>>.

**RANDRIANARIVONI, H. et LEBRET, M.-C. (2012)**

« Le Cite à Madagascar : une ONG au service des très petits entrepreneurs malgaches. », *L'Actualité des services aux entreprises*, n°23.  
< <https://www.gret.org/wp-content/uploads/Le-Cite-Madagascar.pdf>>.

**RANTRUA, S. (2019)** « Madagascar sur une Bonne trajectoire. », *Le Point*.

< [https://www.lepoint.fr/afrique/madagascar-sur-une-bonne-trajectoire-22-11-2019-2349050\\_3826.php](https://www.lepoint.fr/afrique/madagascar-sur-une-bonne-trajectoire-22-11-2019-2349050_3826.php)>.

**RATSARA, D. (2010)** « Une Journée internationale pour la littérature de jeunesse à Madagascar. », *Takam Tikou*.

< [https://takamtikou.bnf.fr/vie\\_du\\_livre/2010-07-16/une-journee-internationale-pour-la-litterature-de-jeunesse-a-madagascar](https://takamtikou.bnf.fr/vie_du_livre/2010-07-16/une-journee-internationale-pour-la-litterature-de-jeunesse-a-madagascar)>.

**SCHATTNER, N.-S. (2020)** « Les Éditions Jeunes Malgaches pendant le confinement », *Takam Tikou*.

< [https://takamtikou.bnf.fr/vie\\_du\\_livre/2020-11-02/les-ditions-jeunes-malgaches-pendant-le-confinement](https://takamtikou.bnf.fr/vie_du_livre/2020-11-02/les-ditions-jeunes-malgaches-pendant-le-confinement)>.

**SEPAUSY, V. de (2020)** « Projet solidaire : un bibliobus pour les enfants de Madagascar », *Actualitte*.

< <https://actualitte.com/article/7857/bibliotheque/projet-solidaire-un-bibliobus-pour-les-enfants-de-madagascar>>.

**TAKAM TIKOU (2020)** « Littérature de Jeunesse 2000-2015 : Madagascar. »

< <https://takamtikou.bnf.fr/dossiers/litt-rature-de-jeunesse-2000-2015-madagascar>>.

**VERDIER, M. (2017)** « Le Français, comme une langue morte à Madagascar. », *La Croix*.

< <https://www.la-croix.com/Monde/Afrique/Le-francais-comme-langue-morte-Madagascar-2017-08-02-1200867194>>.

**VERNEAU, L.**

**(2020a)** « À Madagascar, Le Drian annonce la contribution de la France au Plan Émergence », *RFI*.  
< <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200221-madagascar-visite-drian-contribution-plan-emergence>>.

**(2020b)** « À Madagascar, les radios au service des enfants », *Le Monde*.  
< [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/04/23/a-madagascar-les-radios-au-service-des-enfants\\_6037560\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/04/23/a-madagascar-les-radios-au-service-des-enfants_6037560_3212.html)>.

**(2019)** « A Madagascar, le plan « Emergence » peine à convaincre les populations et les bailleurs de fonds », *Le Monde*.

< [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/10/22/a-madagascar-le-plan-emergence-peine-a-convaincre-les-populations-et-les-bailleurs-de-fonds\\_6016463\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/10/22/a-madagascar-le-plan-emergence-peine-a-convaincre-les-populations-et-les-bailleurs-de-fonds_6016463_3212.html)>.

**UNIVERSITÉ LAVAL (2021)** « Madagascar. »

< <http://www.axl.cefal.ulaval.ca/afrique/madagas.htm>>.

**WIKIPEDIA**

**(2021a)** « Éducation à Madagascar. »  
< [https://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=%C3%89ducation\\_%C3%A0\\_Madagascar&oldid=172677320](https://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=%C3%89ducation_%C3%A0_Madagascar&oldid=172677320)>.

**(2021b)** « Madagascar. »  
< <https://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Madagascar&oldid=173848611>>.

## DOCUMENTS

### ASSEMBLÉE DES PARLEMENTAIRES

**FRANCOPHONES (2016)** « Communication de Mme Armandine Nicole Pruvot, Présidente de l'Association malgache des professeurs de français »  
[https://apf.francophonie.org/IMG/pdf/10.\\_association\\_malgache\\_des\\_professeurs\\_de\\_francais.pdf](https://apf.francophonie.org/IMG/pdf/10._association_malgache_des_professeurs_de_francais.pdf)

### ASSOCIATION DES BIBLIOTHÉCAIRES FRANÇAIS

**(2005)** « Charte du don de livres »  
<https://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/documents/61091-charte-du-don-de-livres.pdf>

### ASSOCIATION DES ÉDITEURS DE MADAGASCAR

**(2019)** « Liste de livres de lectures agréées pour le primaire. »  
<http://www.aedim.mg/2019/07/15/liste-de-livres-de-lecture-agrees-pour-le-primaire-2013/>

**(2014)** « Protocole d'accord entre l'Association des Éditeurs de Madagascar et le Ministère de l'Éducation Nationale »  
<http://www.aedim.mg/wp-content/uploads/2019/07/protocole-daccord-AEDIM-MEN-2014.pdf>

### INITIATIVE ÉMERGENCE MADAGASCAR (2019)

« Rattraper le retard de développement de Madagascar. »  
<https://www.maep.gov.mg/wp-content/uploads/pdf/IEM%20PGE%20vf.pdf>

### MINISTÈRE DE L'INTERIEUR ET DE LA

**DECENTRALISATION (2015)** « Plan National de Développement de Madagascar 2015-2019 »  
[https://www.pseau.org/outils/ouvrages/mid\\_plan\\_national\\_de\\_developpement\\_de\\_madagascar\\_2015\\_2019\\_pnd\\_2015.pdf](https://www.pseau.org/outils/ouvrages/mid_plan_national_de_developpement_de_madagascar_2015_2019_pnd_2015.pdf)

### RAZAFINTSALAMA, M. M.

**(2020)** « Le projet Boky Mitety Vohitra (Bibliothèque des rues) »

**(2012)** « Le don de livres à Madagascar. Situation de 2008 à 2012 »

**UNICEF (2020)** « Note de couverture de la requête d'un financement accéléré COVID-19 »  
<https://www.globalpartnership.org/sites/default/files/document/file/2020%2009%20COVID-19%20AFF%20Request%20Madagascar%20-%20Verified.pdf>

**UNESCO (2010)** « Données mondiales de l'Éducation. Madagascar » (7<sup>e</sup> édition)  
<https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000190189.locale=fr>

## PAGES WEB

(L'ensemble des pages web ci-dessous étaient actives au 07/01/2021)

**ALLIANCE FRANCAISE MADAGASCAR** « Culture »  
<http://www.alliancefr.mg/nos-missions/culture/>

**ASSOCIATION DES ÉDITEURS DE MADAGASCAR (2021)** « A propos. »  
<http://www.aedim.mg/a-propos/>

**ASSOCIATION INTERNATIONALE DES LIBRAIRES FRANCOPHONES** « Madagascar »  
<https://www.librairesfrancophones.org/oceanindien-libraires/madagascar.html>

**BANQUE MONDIALE (La) (2020)** « Madagascar – Vue d'ensemble »  
<https://www.banquemondiale.org/fr/country/madagascar/overview>

**BIBLIONEF**

« Objectifs »

[<http://biblioneef.fr/biblioneef/objectifs/>](http://biblioneef.fr/biblioneef/objectifs/)**(2019)** « Biblioneef s'engage avec le Réseau des Entrepreneurs Solidaires pour soutenir les communautés religieuses de Madagascar. »[<https://biblioneef.fr/biblioneef-sengage-avec-le-reseau-des-entrepreneurs-solidaires-pour-soutenir-les-communautes-religieuses-de-madagascar/>](https://biblioneef.fr/biblioneef-sengage-avec-le-reseau-des-entrepreneurs-solidaires-pour-soutenir-les-communautes-religieuses-de-madagascar/).**(2018)** « A Madagascar, Biblioneef accompagne l'IECD (l'Institut Européen de Coopération et de Développement) pour lutter contre l'échec scolaire. »[<https://biblioneef.fr/a-madagascar-biblioneef-accompagne-liecd-pour-lutter-contre-lechec-scolaire-des-collegiens/>](https://biblioneef.fr/a-madagascar-biblioneef-accompagne-liecd-pour-lutter-contre-lechec-scolaire-des-collegiens/).**(2012)** « Partenariat Fructueux avec SOS Villages d'enfants à Madagascar. »[<https://biblioneef.fr/biblioneef-et-sos-villages-denfants-partenaires-a-madagascar/>](https://biblioneef.fr/biblioneef-et-sos-villages-denfants-partenaires-a-madagascar/).**ÉDITIONS JEUNES MALGACHES**

« Les Éditions Jeunes Malgaches »

[<https://editions-jeunes-malgaches.mg/les-editions-jeunes-malgaches/>](https://editions-jeunes-malgaches.mg/les-editions-jeunes-malgaches/).

« Auteurs »

[<https://editions-jeunes-malgaches.mg/auteurs/>](https://editions-jeunes-malgaches.mg/auteurs/).**FACEBOOK (2021)** « ALM Association des Libraires de Madagascar. »[<https://www.facebook.com/pages/category/Community-Organization/ALM-Association-des-Libraires-de-Madagascar-207639582644981/>](https://www.facebook.com/pages/category/Community-Organization/ALM-Association-des-Libraires-de-Madagascar-207639582644981/).**FONDATION HIRONDELLE (2019)** « Démarrage des émissions de Studio Sifaka, programme radio pour les jeunes à Madagascar »[<https://www.hirondelle.org/fr/notre-actualite/1032-demarrage-des-emissions-de-studio-sifaka-programme-radio-pour-les-jeunes-a-madagascar/>](https://www.hirondelle.org/fr/notre-actualite/1032-demarrage-des-emissions-de-studio-sifaka-programme-radio-pour-les-jeunes-a-madagascar/).**FONDATION ORANGE (2015)** « A Madagascar, le numérique change l'éducation »[<https://www.fondationorange.com/A-Madagascar-le-numerique-change-l-education>](https://www.fondationorange.com/A-Madagascar-le-numerique-change-l-education)**GRAINES DE BITUME** « Accueil »[<http://www.grainesdebitume.org/>](http://www.grainesdebitume.org/).**MADDAKAR (2020)** « Du Bibliopousse au Bibliobus, Interview de Luc & Haja Andriambahoaka »[<https://maddakar.wixsite.com/association/post/du-bibliopousse-au-bibliobus-interview-de-luc-haja-andriambahoaka>](https://maddakar.wixsite.com/association/post/du-bibliopousse-au-bibliobus-interview-de-luc-haja-andriambahoaka).**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE MADAGASCAR (2015)** « Organigramme du Ministère »[<https://www.education.gov.mg/lequipe-ministerielle/mission-et-organisation-du-ministere-2/>](https://www.education.gov.mg/lequipe-ministerielle/mission-et-organisation-du-ministere-2/).**MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES - FRANCE DIPLOMATIE****(2020a)** « Présentation de Madagascar. »[<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/madagascar/presentation-de-madagascar/>](https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/madagascar/presentation-de-madagascar/).**(2020b)** « Conseils aux voyageurs par pays : Madagascar. »[<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/conseils-par-pays-destination/madagascar/#securite>](https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/conseils-par-pays-destination/madagascar/#securite).**ONG MANDA** « L'engagement aux côtés des enfants des rues à Antananarivo »[<https://www.ongmanda.com/l-ong-manda-et-leurs-projets>](https://www.ongmanda.com/l-ong-manda-et-leurs-projets).**POPULATION DATA (2020)** « Madagascar »[<https://www.populationdata.net/pays/madagascar/>](https://www.populationdata.net/pays/madagascar/).**PRESSE ÉDITION ET DIFFUSION (2016)** « Alerte sur les dons de livres »[<http://prediff.mg/index.php?option=com\\_content&task=view&id=40&Itemid=70>](http://prediff.mg/index.php?option=com_content&task=view&id=40&Itemid=70).**PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT**

« A propos de Madagascar »

[<https://www.mg.undp.org/content/madagascar/fr/home/countryinfo.html>](https://www.mg.undp.org/content/madagascar/fr/home/countryinfo.html).

« Madagascar : Human Development Indicators »

[<http://hdr.undp.org/en/countries/profiles/MDG>](http://hdr.undp.org/en/countries/profiles/MDG).

**SPV FELANA** « Présentation de SPV Felana »

<https://www.spv-felana.org/about.php>.

**TRÉSOR PUBLIC MALAGASY (2019)** « Doing business 2020 : Madagascar à la 161ème place »

<http://www.tresorpublic.mg/?p=36839>.

## RAPPORTS

**CERCOM, UNESCO (2017)** *Étude sur le développement des médias à Madagascar.*

[http://www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/FIELD/Nairobi/Etudedevveloppementmedia\\_01.pdf](http://www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/FIELD/Nairobi/Etudedevveloppementmedia_01.pdf).

**DIMANI, F. (2016)** « Rapport de fin de mission au poste de Volontaire International en Administration et Responsable de la médiathèque de l'Alliance française de Tanarive. »

**MINISTÈRES DE MADAGASCAR (2017)** *Plan Sectoriel de l'Éducation.*

<http://www.education.gov.mg/wp-content/uploads/2018/10/PSE-narratif.pdf>.

**OECD (2020)** *Statistiques des recettes publiques en Afrique 2020.*

[https://www.oecd-ilibrary.org/taxation/revenue-statistics-in-africa-2020\\_14e1edbl-en-fr?mlang=fr](https://www.oecd-ilibrary.org/taxation/revenue-statistics-in-africa-2020_14e1edbl-en-fr?mlang=fr)

**PASEC (2017)** *Performances du système éducatif malgache : Compétences et facteurs de réussite au primaire.*

<https://www.pasec.confemen.org/wp-content/uploads/2017/05/Rapport-Madagascar.pdf>.

### SERVICE DE COOPERATION ET D'ACTION

**CULTURELLE (2020)** « Action extérieure des collectivités françaises à Madagascar. État des lieux 2020 »

**UNESCO (2020)** « Réponse COVID-19 : Renforcer les scénaristes de programmes radio éducatifs à Madagascar »

<https://fr.unesco.org/news/reponse-covid-19-renforcer-scenaristes-programmes-radio-educatifs-madagascar>.

**UNICEF (2007)** « Improving education in Madagascar by distance education programmes »

[https://www.unicef.org/media/media\\_41408.html](https://www.unicef.org/media/media_41408.html).

**UNICEF (2018)** *Résultats du MICS (Multiple Indicators Cluster Survey) 6. Madagascar.*

<https://www.unicef.org/madagascar/mics2018>.



# INSTITUT FRANÇAIS

INSTITUT FRANÇAIS

8-14 rue du Capitaine Scott

75015 PARIS – FRANCE

T. + 33 (0)1 53 69 83 00

[institutfrancais.com](http://institutfrancais.com)



PROSPECTIVE  
COOPERATION  
laboratoire d'idées

## PROSPECTIVE & COOPERATION

1, place Gabriel Péri – Vieux port  
13001 MARSEILLE – FRANCE

[contact@prospectivecooperation.org](mailto:contact@prospectivecooperation.org)

T. +33 (0)6 84 31 24 54

[prospectivecooperation.org](http://prospectivecooperation.org)

Association Coopérative loi 1901 – SIREN 791 758 956



## BIBLIOSUD

Solidarité Urgence Développement

5 impasse de la calade  
34230 TRESSAN – FRANCE

[contact@bibliosud.org](mailto:contact@bibliosud.org)

T. +33 (0)6 20 68 53 53

[bibliosud.org](http://bibliosud.org)

Association loi 1901 – SIREN 838720191